BELGIQUE • BELGIË
P.P. 4000 LIÈGE 1
BUREAU DE DÉPÔT
LIÈGE PERRON
9/2110
P301180

LE PAVÉ DANS LA MARE

LE BIMESTRIEL DE **BARRICADE**

SEPTEMBRE-OCTOBRE 2018 N°104

BARRICADE
CULTURE D'ALTERNATIVES

SOMMAIRE

Édito	03	
Activités	05	
Cafés cryptés	06	Ateliers
Des Mots pour le livre	07	Rencontres littéraires
Rêver sous le capitalisme	08	Projection-débat
Ils ne mourraient pas tous...	09	Projection-débat
Ces rêves qui nous travaillent	10	Atelier d'écriture
Mon beau lobby, roi des forêts	11	Rencontre-débat
Croisière toxique	12	Croisière-débat
À Liège, respirer tue !	13	Constats, analyses, solutions
Au delà de la propriété	14	Rencontre-débat
Liège, ville respirable ?	15	Rencontre-débat
Hervé Krief	16	Rencontre + concert
Croisière toxique	17	Croisière-débat
Le Système Pierre Rabhi	18	Conférence-débat
Pour un 21e siècle paysan	19	Conférence-débat
Activités régulières	20	
GAC & Points relais	21	
Analyse	22	
Sélection livres	42	
Barricade	47	

ÉDITO

Vote au dessus d'un nid de coucous

Branle-bas de combat dans les communes et les provinces du Royaume. Voici revenir ce moment singulier où la population se voit demander son avis : chacun.e s'exprime sous la forme d'un « bulletin de vote », susceptible d'attribuer des points à une série d'appareils politiques nommés « partis ». L'opération, individuelle, a lieu furtivement dans un isoloir et dure quelques secondes. C'est un peu comme uriner dans un petit pot (on dit d'ailleurs « se rendre aux urnes »). Ensuite, c'est fini. L'électeur et l'électrice peuvent se rhabiller. Pour six ans.

À Liège, tous les regards convergent déjà vers l'Hôtel de Ville… Qui se verra attribuer le beau nom de « Bourgmestre » ? Qui siègera dans la vénérable Salle du Conseil ? Les pronostics vont bon train, mais on peut déjà anticiper qu'un *Big Bang* communal n'aura pas lieu. Sans doute, on s'attend à une déconfiture du Grand Appareil n°3 (PS) et du Grand Appareil n°5 (cdH), tandis que le Grand Appareil n°1 (MR) bénéficierait de l'insolente résilience du gouvernement fédéral. Sans doute, les autres Appareils pourraient engranger des scores élevés, voire inédits : Défi, Vert Ardent mais surtout le PTB et Vega, qui se sentent pousser des ailes. Au passage, on surveillera tout de même le taux de votes nuls et d'abstentions et le résultat des formations xénophobes (simple intuition).

Au final, par quoi se soldera toute cette agitation ? Selon toute vraisemblance, par une situation où les Grands Appareils se serreront les uns contre les autres pour faire le gros dos. À moins d'une surprise ou d'un sursaut aventureux peu vraisemblable, le MR et PS liégeois devraient pouvoir convoler pour les six ans à venir, emmenant dans leur sillage une ou deux formation(s) de renfort (Défi, Ecolo ou ce qui reste du cdH). En effet, le temps n'est pas à l'aventure, à moins d'un an d'élections fédérales et régionales explosives. Du reste, malgré des appels pressants, les outsiders de gauche se méprisent trop pour s'allier : on peut donc négocier en paix entre administrateurs raisonnables de la chose publique.

COUVERTURE: ROCKETMAN, DR.
4e DE COUVERTURE: AFFICHE PLANET OF THE APES MASSACRÉE PAR JÉRÔME BECUWE, 2018.

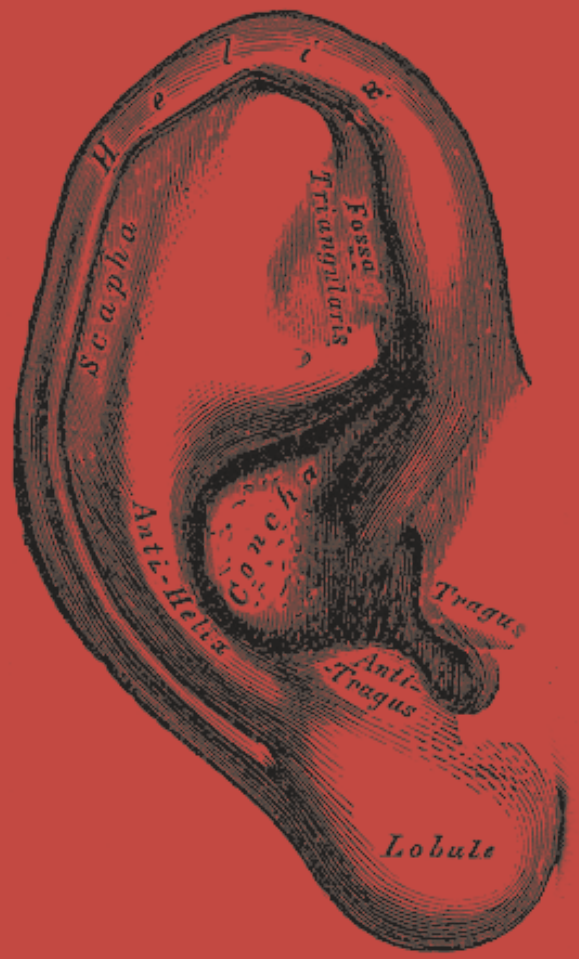
Et d'ailleurs, l'essentiel n'est pas là. À Liège, la géographie du pouvoir est complexe et intègre bien d'autres lieux que l'Hôtel de Ville. On songe par exemple à l'Hôtel de Bocholtz, propriété de François *« Mithra »* Fornieri, siège social (entre autres) de l'*asbl Grand Liège.* On songe aussi à l'Hôtel de Copis, place Saint-Étienne, occupé par *Meusinvest.* On songe encore aux Conseils d'Administration de *Liège Métropole* et *Liège Europe Métropole,* présidant à la fortune internationale (voire interplanétaire) d'une Cité Ardente ambitieuse (c'est-à-dire propre et nette). Sans oublier bien-sûr les loges et espaces VIP du *Standard de Liège,* antre convivial de Bruno *« Luminus »* Venanzi. Dans ces nombreuses instances non démocratiques, où s'élaborent les plus visionnaires des stratégies de long terme, peut-on décemment laisser sa petite entreprise à la merci d'un vote ?

Place donc à la Cérémonie Électorale qui s'en (re)vient, en même temps que la Foire d'Octobre. Bonne chance aux adorateurs et adoratrices du Pouvoir (et du Bien Commun, *bien-sûr !*) qui vont en découdre. Puisse ce qu'on nomme étrangement « la politique » briller ardemment de ses derniers feux, pendant que l'anti-parlementarisme gagne les coeurs et les esprits de la population européenne.

À son niveau, cultivant obstinément sa singularité et son indépendance, *Barricade* poursuit sa petite tâche, nourrit sa programmation et fourbit son agenda… pas forcément en phase avec l'agenda électoral.

À chacun.e ses priorités !

Steve Bottacin



AGENDA

BARRICADE
Rue Pierreuse 21
4000 Liège
04 222 06 22
info@barricade.be

LIBRAIRIE ENTRE-TEMPS
Rue Pierreuse 15
4000 Liège

ENTRÉE / PRIX
Sauf mention contraire, toutes nos activités sont GRATUITES.

INFOS
www.barricade.be
Facebook / *Barricade*

MOBILITÉ
> BUS
Place Saint-Lambert
> TRAIN
Gare du Palais

15 sep

20 oct

17 nov

15 déc

CAFÉS CRYPTÉS

Ateliers d'autodéfense numérique

Le *Café crypté* est un moment qui existe dans le but de comprendre et d'analyser les dangers du profilage commercial et de la surveillance généralisée sur internet et donc le droit à la vie privée ; mais aussi, le café crypté existe afin de partager, utiliser et créer collectivement des moyens de préserver nos libertés.

Le *Café crypté* est ouvert à toutes et tous, militant.e.s ou non militant.e.s, quelles que soient les compétences informatiques de chacune et chacun. Il est, par contre, préférable de venir avec son ordinateur portable, smartphone ou tablette.

Cet espace peut aussi servir pour vous installer un *Linux* ou tester des OS libres.

Les ateliers commencent à 13h30 et se terminent à 17h30, une discussion collective autour d'une thématique en particulier alimentera le début de l'atelier.

Ateliers limités à 20 personnes. Venez quand vous voulez, l'espace est ouvert.

SAMEDIS

15 SEPTEMBRE
20 OCTOBRE
17 NOVEMBRE
15 DÉCEMBRE

13h30 > 17h30 — *Barricade*

¬ **Entrée libre**
¬ **Infos :** alexandre@barricade.be

ILLU - DR

DES MOTS POUR LE LIVRE

Rencontres littéraires décontractées du raisin

Une fois par mois, nous vous invitons à échanger vos coups de cœur, vos découvertes, vos impressions autour du livre, de son actualité, etc. Et comme nous savons que cela peut être intimidant, nous vous proposons dans la foulée de boire un pot (si vous le souhaitez) pour dédramatiser le bidule. Car la littérature, c'est certes la poésie croate post-moderne mais aussi le bon polar qui tache, l'essai historique, la BD, le livre de photographie, etc. Bref, nous ne sommes pas un boudoir littéraire mais un espace convivial d'échanges où le partage d'une passion et d'une réflexion (ou avis) sur la littérature prime. Et tous les genres littéraires sont bienvenus tant qu'ils vous semblent mériter l'attention.

Les libraires sont là pour présenter des nouveautés, des pépites, parler de l'évolution du secteur du livre mais aussi digresser, digresser. Adaptation cinéma, expo, article, tout peut nourrir la rencontre.

Autre point essentiel – et il nous tient à cœur de le préciser : il n'est pas obligatoire de présenter un bouquin pour participer. Peut-être êtes-vous timide ou n'avez-vous rien lu dernièrement, ou les deux. Ce n'est pas grave ! La bibliophagie n'est pas exigée. La curiosité est par contre souhaitée.

MARDIS 25 SEP., 23 OCT., 27 NOV ET 18 DÉC.
dès 19h — *Librairie Entre-Temps*

¬ **Merci de vous annoncer** auprès de julie@barricade.be

PHOTO - DR - BLAISE CENDRARS

25 sep

23 oct

27 nov

18 déc

RÊVER SOUS LE CAPITALISME

VOTRE EMPLOI COLONISE-T-IL VOTRE SOMMEIL ?

Projection-débat

Quinze ans après son documentaire percutant *Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés,* Sophie Bruneau réalise *Rêver sous le capitalisme :* un nouveau film sur la souffrance au travail, fléau qui continue de gagner du terrain dans tous les secteurs du marché de l'emploi.

Le titre fait écho au livre de Charlotte Beradt *Rêver sous le IIIe Reich :* une analyse d'un corpus de rêves des années 1930, marqués par la société totalitaire de l'époque.

Pendant que la caméra scrute des immeubles de bureaux impassibles, des personnes en souffrance sur leur lieu de travail racontent leurs rêves puis tentent de les interpréter.

La réalisatrice montre ainsi, sous un angle trop rare, le visage contemporain de l'emploi en système capitaliste : quand les normes d'évaluation nous rongent et nous hantent, jusqu'à nous poursuivre la nuit.

Projection suivie d'un débat avec Sophie **Bruneau**, réalisatrice et Pierre **Firket**, médecin (*Isosl*), directeur du CITES, clinique du stress et du travail.

En partenariat avec *Les Grignoux* et *Le Beau-Mur.*

MARDI 18 SEPTEMBRE
20h30 — *Cinéma Le Parc,* Rue Paul-Joseph Carpay 22, 4020 Liège

¬ **Préventes, tickets, réservations :** https://grignoux.be/fr

¬ **Prix :** https://grignoux.be/fr/nos-tarifs

POUR ALLER PLUS LOIN :
À 17H30, VISITE GUIDÉE DU « MUSÉE DU CAPITALISME », DE PASSAGE AU BEAU-MUR…

TARIF DU JOUR :
MUSÉE + FILM : 8€

RÉSERVATION. OBLIGATOIRE :
ANIMATION@BEAUMUR.ORG
OU 04.349.01.44

© RÊVER SOUS LE CAPITALISME.

ILS NE MOURAIENT PAS TOUS MAIS TOUS ÉTAIENT FRAPPÉS

Projection-débat

Dans le sillage de *Rêver sous le capitalisme* (voir ci-contre), *Barricade* vous propose de redécouvrir un précédent documentaire de Sophie Bruneau (et Marc-Antoine Roudil), qui avait marqué les esprits lors de sa sortie en 2005 : *Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés.*

Le titre est emprunté à la fable *Les Animaux malades de la peste* de Lafontaine. Cette peste nouvelle dont le film scrute les ravages, c'est la souffrance créée par l'organisation contemporaine du travail, déconstruite et dénoncée à l'écran par le psychiatre Christophe Dejours.

Avec pudeur et discrétion, la réalisatrice accompagne une psychologue et deux médecins, recevant en consultation des travailleurs.euses « malades de leur travail » et acceptant la présence de la caméra.

On ne sort pas indemne d'un tel film, en particulier des moments lumineux où une personne en souffrance s'aperçoit que ce n'est pas elle qui dysfonctionne, mais le système qu'elle s'est échinée à servir.

Projection-débat en présence de la réalisatrice Sophie Bruneau.

Durée du film : 75'.

MERCREDI 19 SEPTEMBRE
12h05 — *Barricade*

¬ **Prix libre**

© ILS NE MOURRAIENT PAS TOUS MAIS TOUS ÉTAIENT FRAPPÉS.

CES RÊVES QUI NOUS TRAVAILLENT

UN ATELIER D'ÉCRITURE AVEC CAROLINE LAMARCHE

Dans le prolongement de notre projection-débat du 18/09 au *Cinéma le Parc…* (Voir page 8).

L'esprit du film de Sophie Bruneau, *Rêver sous le capitalisme,* s'inspire d'un ouvrage de Charlotte Beradt intitulé *Rêver sous le IIIe Reich :* il met en scène la réponse de l'inconscient dans un contexte d'oppression ou dans des situations qui réduisent l'individu à l'impuissance.

De même, proposer un atelier d'écriture au départ des rêves des participants, c'est, dans le respect de l'intimité de chacun, donner une forme à ce qui nous oppresse ou, au contraire, nous ouvre une porte inattendue.

Mettre à distance notre émotion et l'approfondir par l'écrit permet aussi (éventuellement) de la rendre partageable. Et si les textes les plus forts naissaient de nos rêves nocturnes ?

Apportez un rêve (ou deux)… Ou bien inspirez-vous des propositions qui vous seront faites et lancez-vous dans un exercice d'écriture riche en possibilités ludiques. Au terme de l'atelier, peut-être aurez-vous expérimenté le pouvoir transformateur des images.

Avec Caroline Lamarche, écrivain. Dernier livre paru *Dans la maison un grand cerf,* Gallimard 2017.

VENDREDI 21 SEPTEMBRE
19h — *Barricade*

¬ **Infos / réservation souhaitée** auprès de steve@barricade.be

ILLU : SPELLBOUND, ALFRED HITCHCOCK, 1945

MON BEAU LOBBY, ROI DES FORÊTS !

LES CHASSEURS, SEIGNEURS DES ARDENNES

Rencontre-débat

« En France, les chasseurs mettent le feu. Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique, démissionne ce mardi 28 août 2018. La goutte d'eau qui fait déborder son vase ? La présence d'un lobbyiste, conseiller politique de la Fédération nationale des chasseurs, lors d'une réunion à l'Élysée. Dans la foulée, le président de la *Ligue pour la protection des oiseaux* (LPO) constate qu'Emmanuel Macron a reçu les chasseurs trois fois. Et lui ? Jamais.

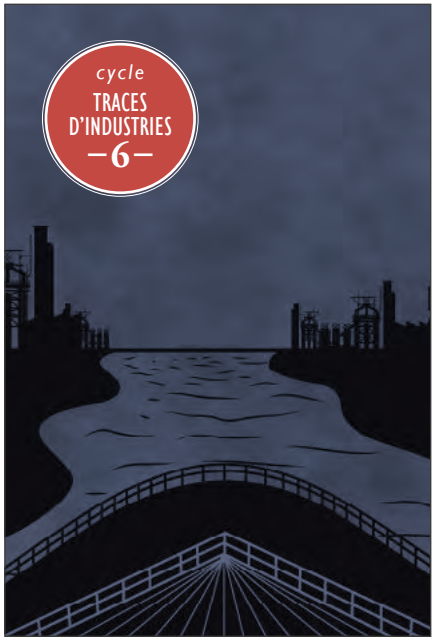
Les acteurs de la chasse seraient-ils omniprésents en France ? Ils le sont en Belgique. *Médor* sort dans son numéro 12 une enquête sur le lobby de la chasse. Avec des présences étonnantes à certaines réunions ministérielles… »

Une fois de plus, *Médor* rend au mot « journalisme » ses lettres de noblesse. L'enquête d'Olivier Bailly révèle le rôle d'un lobby surpuissant et son impact sur la forêt wallonne. Elle dévoile les coulisses du pouvoir, à l'écart des sentiers balisés entre les beaux sapins. Mais qui donc murmure à l'oreille du ministre René Collin ?

Avec Olivier Bailly, journaliste (*Médor*), auteur de l'enquête.

MERCREDI 19 SEPTEMBRE
19h30 — *Barricade*

© MÉDOR



CROISIÈRE TOXIQUE

UNE ENQUÊTE FLUVIALE

Croisière-débat

Lors de cette croisière unique en son genre, nous voguerons à la rencontre du paysage industriel et de ses reconfigurations…

Au début, il y avait une vallée creusée par la Meuse, dont le limon fertilisait les terres alentour. Puis la vallée devint industrielle, le cours du fleuve fut rectifié ; de précieux minerais furent extraits des entrailles de la terre ; l'atmosphère s'emplit de gaz et de poussières. Enfin, il y eut des friches, des espaces abandonnés, désaffectés puis réaffectés.

Rien de tout cela ne s'est fait de manière « naturelle » : toute l'histoire de la vallée de la Meuse est parsemée de contestations, de coups de force et d'enjeux forts, qui portent notamment sur les manières de raconter toute cette histoire… Comme lorsque de nombreux habitants d'Engis décédèrent des suites d'un brouillard toxique, en 1930. Nous en parlerons…

Avec Anne **Stelmes** (*Maison de la Métallurgie et de l'Industrie*), Alexis **Zimmer** (historien, auteur du livre *Brouillards toxiques*) et Arnaud **Péters** (*Centre d'Histoire des Sciences et des Techniques*).

Bienvenue à bord!

Un partenariat *Barricade, Kachinas {Laboratoire d'écologie politique}, La Maison de la Métallurgie et de l'Industrie de Liège* et *D'une certaine gaité.*

Plus d'infos

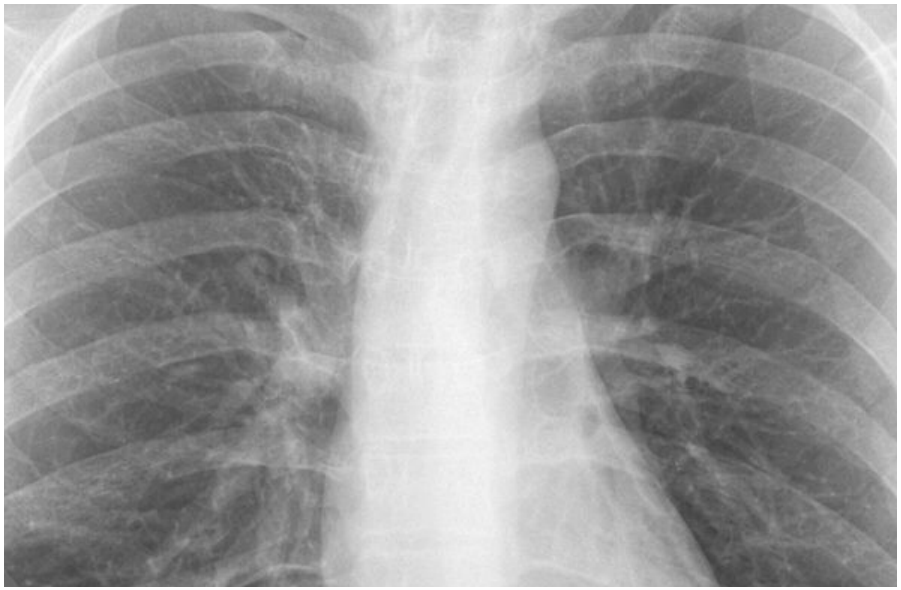
www.croisieretoxique.org
www.barricade.be
www.certaine-gaite.org

DIMANCHE 23 SEPTEMBRE
16h > 20h — Embarquement et débarquement au *Pôle Fluvial,* Quai Van Beneden (face à l'Aquarium) ; bateau *Prince Albert.*

¬ **Infos et réservation**
www.croisieretoxique.org

¬ **Prix conseillé : 10 €**

© D'UNE CERTAINE GAITÉ ASBL



A LIÈGE, RESPIRER TUE !

CONSTATS, ANALYSES, SOLUTIONS

Forum citoyen

Depuis peu, la mauvaise qualité de l'air à Liège (et ailleurs) cesse d'être une question laissée aux experts. Des associations, des collectifs, des individus se mobilisent pour comprendre, mesurer et dénoncer le phénomène. (Voir page 15.)

Face à l'inerte politique, une expertise citoyenne se constitue. Car ce n'est pas une fatalité si des habitant.e.s plus vulnérables doivent quitter Liège pour aller respirer ailleurs… ou rester prudemment cloîtré.e.s la moitié de l'été.

Chercheur.euse.s et profanes, enseignant.e.s et parents, défenseur.euse.s d'espaces verts et urbanistes en herbe, cyclistes convaincus et automobilistes avertis : les usagers de la ville veulent d'un air aussi sain que possible. Comment faire ?

Avec Pierre Courbe, chargé de mission Mobilité chez *Inter Environnement Wallonie ;* Élodie Mertz, chargée de campagne chez *Greenpeace ;* Harald Franssen, dessinateur ; avec les témoignages d'acteurs directement concernés (écoles, associations de santé, …)

Un forum citoyen initié par *Barricade*, en collaboration avec *IEW, Greenpeace, le Groupement CHB, le Gracq Liège, Les Amis de la Terre…* et vous !

MARDI 25 SEPTEMBRE
À partir de 17h — *Lieu à fixer — À suivre sur www.barricade.be*

¬ **Infos :** steve@barricade.be
¬ **Prix libre**

MEDICAL X-RAY IMAGING ABW02, WIKIMEDIAS, CC BY-SA 3.0, NEVIT DILMEN.

AU DELÀ DE LA PROPRIÉTÉ

PETITS EXERCICES DE LUCIDITÉ AVEC BENOÎT BORRITS

Rencontre-débat

« Propriétaire toi-même ! » C'est ce qu'un esprit frondeur pourrait lancer à celles et ceux qui prétendent sortir du capitalisme en chantant les louanges de la première coopérative venue, ou en promettant la « propriété collective des moyens de production »…

Après tout, la propriété d'une collectivité « reste toujours privée à l'égard de tous ceux qui ne font pas partie de cette collectivité ». Se débarrasser du carcan de la propriété sous toutes ses formes nécessite donc des options plus radicales. Lesquelles ? C'est tout l'objet d'*Au delà de la propriété* de Benoît Borrits.

Au fil d'une enquête rigoureuse, analysant plusieurs tentatives historiques, l'auteur privilégie deux leviers de changement : la socialisation des revenus (déjà entamée par l'essor des cotisations sociales) et l'institution d'un secteur bancaire socialisé (en phase avec le déclin de l'investissement sur fonds propres).

Une invitation convaincante à « se donner d'autres horizons que celui de faire fonctionner correctement le capitalisme ».

Une co-organisation *Réseau Salariat Belgique, Riposte CTE* et *Barricade*

VENDREDI 05 OCTOBRE
dès 19h30 — *Barricade*

LA RENCONTRE SE PROLONGE LE SAMEDI 06 ET LE DIMANCHE 07 OCTOBRE **PAR UN SÉMINAIRE** ORGANISÉ PAR LE RÉSEAU SALARIAT ET RIPOSTE CTE, À BARRICADE, EN PRÉSENCE DE **BENOÎT BORRITS ET BERNARD FRIOT**. INFOS :

RIPOSTE-CTE.ORG
FACEBOOK RÉSEAU SALARIAT BELGIQUE

AU DELÀ DE LA PROPRIÉTÉ, ÉD. LA DÉCOUVERTE.

MON AIR, MA RUE

LIÈGE, VILLE RESPIRABLE ?

MESURES, ANALYSES ET RÉSULTATS

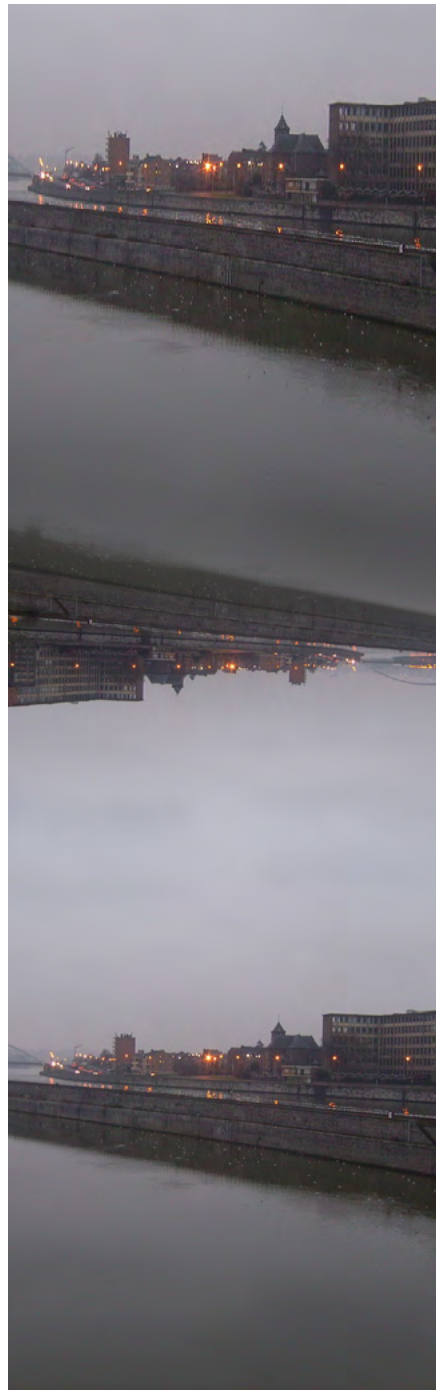
Rencontre-débat

La qualité de l'air des grandes villes suscite au mieux l'inquiétude, au pire l'épouvante. Liège semble moins mal lotie que Bruxelles ou Paris, mais on est loin de respirer un air sain en Cité Ardente… (Voir notre événement « Respirer Tue »). Que faire ? Avant tout, réaliser un diagnostic correct du problème ! Cela passe par la récolte de données fiables sur la qualité de l'air que nous respirons au quotidien. Or les chiffres officiels résultent de mesures biaisées (capteurs peu nombreux, mal placés, etc).

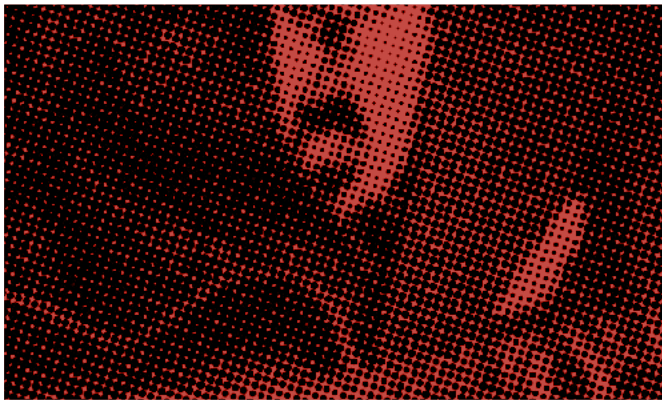
Greenpeace est l'une des organisations à la pointe sur ce terrain… Une première opération, « Mon air, mon école », a permis d'analyser l'air respiré devant et dans une série d'écoles partenaires (y compris dans les cours et les classes). Cet été, l'opération « Mon air, ma rue » a équipé des habitants volontaires pour sonder l'air inhalé dans les rues de plusieurs villes belges.

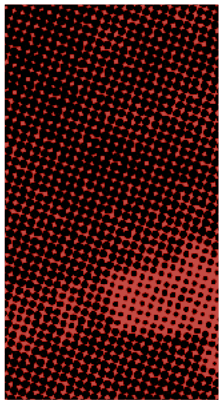
Verdict ? Les résultats de « Mon air, ma rue » en région liégeoise seront détaillés et analysés à *Barricade* par Elodie Mertz, coordinatrice de la campagne francophone chez *Greenpeace*.

MERCREDI 10 OCTOBRE
12h30 — *Barricade*



HERSTAL, CC, WIKIMEDIAS, RUBEN ALEXANDER, 2006.





HERVÉ KRIEF

JAZZ ET POLITIQUE 3

Rencontre + concert

Né en 1967, Hervé Krief a été musicien professionnel pendant 30 ans, en tant que guitariste de jazz sur la scène française et internationale. Beaucoup de projets ont parsemé ces trois décennies, notamment son grand orchestre (avec entre autres Antoine Illouz, Philippe Sellam, François Corneloup, Dominique di Piazza, François Verly, etc.), le funk avec Joseph Bowie, jusqu'à une session d'enregistrement avec Miles Davis!

L'album *Toi qui marches* (2014) marque son infléchissement vers la cause militante, avec ses chansons de résistance contre l'ordre capitaliste et productiviste. Car aujourd'hui, Hervé a changé de vie, il a renoncé à sa carrière dans le *show business* et s'est installé dans un éco-village dans la Creuse. Le déclic s'est produit à l'occasion de la crise financière de 2008, qui l'a « réveillé ». Dix ans plus tard, il publie son premier essai, *Internet ou le retour à la bougie*, où il livre un réquisitoire contre l'invasion numérique et ses ravages psychosociaux, neurologiques, professionnels, économiques et écologiques. « Le XIXe siècle s'est attaché à détruire les savoir-faire, le XIXe siècle a détruit les savoir-être ensemble et le XIXe siècle s'affaire à la destruction des savoir-penser », peut-on y lire. En conclusion, il invite à la création de communes libérées de l'État, de la hiérarchie, du salariat, du marchandage, de la laideur, des ersatz et de la peur. Des communes qui « devront probablement s'éclairer à la bougie », ose-t-il écrire.

Hervé continue à jouer de la musique, mais dans des conditions strictement acoustiques, et à une échelle géographique limitée, de manière à pouvoir se déplacer en train. À *Barricade*, il présentera un hommage, *unplugged* comme il se doit dorénavant, au bluesman Robert Johnson. L'occasion de découvrir une personnalité attachante à la trajectoire artistico-existentielle rare.

La soirée sera animée par Bernard **Legros** & Jean-Pol **Schroeder**.

En partenariat avec la *Maison du Jazz de Liège asbl* et le *mpOC-Liège.*

VENDREDI 26 OCTOBRE
dès 19h30 — *Barricade*
Entrée libre

HOOKS BROS, MEMPHIS, CIRCA 1935 ©1989 DELTA HAZE CORPORATION.

CROISIÈRE TOXIQUE

UNE ENQUÊTE FLUVIALE

Croisière-débat

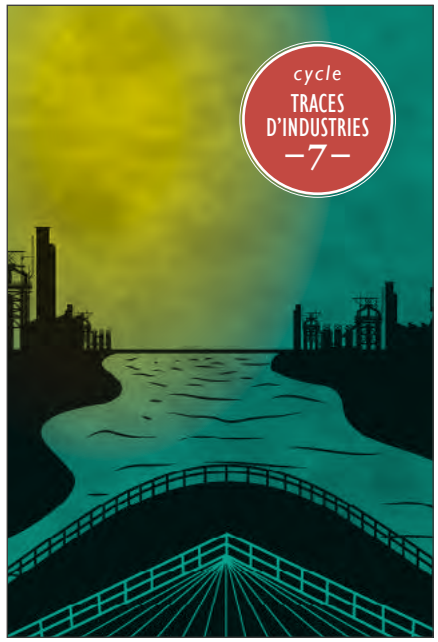
Lors de cette croisière unique en son genre, nous voguerons à la rencontre du paysage industriel et de ses reconfigurations…

Au début, il y avait une vallée creusée par la Meuse, dont le limon fertilisait les terres alentour. Puis la vallée devint industrielle, le cours du fleuve fut rectifié; de précieux minerais furent extraits des entrailles de la terre; l'atmosphère s'emplit de gaz et de poussières. Enfin, il y eut des friches, des espaces abandonnés, désaffectés puis réaffectés.

Rien de tout cela ne s'est fait de manière « naturelle » : toute l'histoire de la vallée de la Meuse est parsemée de contestations, de coups de force et d'enjeux forts, qui portent notamment sur les manières de raconter toute cette histoire… Comme lorsque de nombreux habitants d'Engis décédèrent des suites d'un brouillard toxique, en 1930. Nous en parlerons…

Avec Anne **Stelmes** (*Maison de la Métallurgie et de l'Industrie*), Alexis **Zimmer** (historien, auteur du livre *Brouillards toxiques*) et Arnaud **Péters** (*Centre d'Histoire des Sciences et des Techniques*).

Bienvenue à bord!



Un partenariat *Barricade, Kachinas {Laboratoire d'écologie politique}, La Maison de la Métallurgie et de l'Industrie de Liège* et *D'une certaine gaité.*

Plus d'infos

www.croisieretoxique.org
www.barricade.be
www.certaine-gaite.org

SAMEDI 27 OCTOBRE
14h > 18h — Embarquement et débarquement au *Pôle Fluvial,* Quai Van Beneden (face à l'Aquarium); bateau *Prince Albert.*

¬ **Infos et réservation**
www.croisieretoxique.org

¬ **Prix conseillé : 10 €**

© D'UNE CERTAINE GAITÉ ASBL

LE SYSTÈME PIERRE RABHI

CONFÉRENCE-DÉBAT AVEC JEAN-BAPTISTE MALET, JOURNALISTE »

Pierre Rabhi est un personnage célèbre. Paysan, écrivain, penseur, agroécologiste… sa figure sympathique est bien connue. Ses mots, révérés, se répandent aussi bien dans les sphères du pouvoir que dans les milieux alternatifs. Le Sage, qui prône « L'insurrection des consciences », est écouté, parfois adulé, par des géants de la distribution comme par des tenants des luttes paysannes.

Mais qui donc est le petit père des *Colibris?* Et surtout, pour reprendre la formule désormais consacrée, de quoi Pierre Rabhi est-il le nom ? Plus fréquemment sujette à révérence qu'à controverse, l'image, la représentation du monde selon Pierre Rabhi pourrait bien être moins lisse qu'il n'y paraît. En compagnie de Jean-Baptiste Malet, journaliste au *Monde Diplomatique,* nous entreprendrons l'escalade de cette pensée par la face nord.

Jean-Baptiste Malet est l'auteur du remarquable *Empire de l'or rouge,* un ouvrage consacré à ce fruit mondialisé qu'est la tomate industrielle. Outre l'enquête consacrée à Pierre Rabhi (« Le Sytème Pierre Rabhi », août 2018), Jean-Baptiste Malet a publié, également dans le *Monde Diplomatique,* « L'Anthroposophie, discrète multinationale de l'ésotérisme » (juillet 2018), un autre article qui n'a pas fini de faire parler de lui.

MERCREDI 07 NOVEMBRE
dès 19h30 — *Lieu à confirmer*

¬ **Plus d'infos à venir** sur barricade.be

ERNST HAECKEL, DP, WIKIMEDIAS, KUNSTFORMEN DER NATUR, PLATE 99 - TROCHILIDAE, 1904.

POUR UN 21E SIÈCLE PAYSAN

UNE CONFÉRENCE-DÉBAT AVEC SILVIA PÉREZ-VITORIA

Marchandisation du vivant, destruction des ressources, élimination des paysans… Les ravages des modèles agricoles industriels ne sont plus à démontrer. Le mythe d'une « agriculture intelligente », confiée à des techniciens du vivant, n'interrompra pas la débâcle en cours.

Lassés de l'inertie d'une majorité d'acteurs politiques et économiques, les paysans ne se laissent plus faire. Les initiatives en rupture avec le système dominant se multiplient, y compris au cœur des villes.

Le *Manifeste pour un XXIe siècle paysan* de Silvia Pérez-Vitoria vient à son heure pour accompagner une dissidence, une rébellion et une autonomie retrouvées.

Silvia Pérez-Vitoria
Économiste, sociologue et journaliste (*Le Monde Diplomatique*), Silvia Pérez-Vitoria est l'auteure d'ouvrages percutants (*Les Paysans sont de retour, La Riposte des paysans,…*) et de films documentaires sur les questions paysannes (France, USA, Nicaragua,…). Elle est considérée comme l'une des meilleures observatrices des mouvements paysans alternatifs.

Un événement co-organisé par *mpOC-Liège, Barricade, Grappe, Attac-Liège, MAP* et *CATL.*

Soirée animée par *Barricade*, avec une introduction de Paul Lannoye (*Grappe*).

JEUDI 15 NOVEMBRE
Accueil : 19h — *Université de Liège, Place du XX août 7, 4000 Liège (salle Gothot)*

¬ **Infos, biblio, documents :**
www.liege.mpoc.be#15nov2018

ILLUSTRATION : LE GRAPPE, 2018

DAL - DROIT AU LOGEMENT

PERMANENCE MENSUELLE

MARDI 02 OCTOBRE
MARDI 06 NOVEMBRE
MARDI 04 DÉCEMBRE

» Le 1er mardi du mois
» Accueil dès 14 heures
» **Contact** • 0492 67 60 09 • José Pascal

DES MOTS POUR LE LIVRE

RENCONTRE LITTÉRAIRE

MARDI 25 SEPTEMBRE
MARDI 23 OCTOBRE
MARDI 27 NOVEMBRE
MARDI 18 DÉCEMBRE

» Un mardi par mois
» Accueil dès 19 heures
» **Contact** • julie@barricade.be

VEILLÉES CONTES

TOUS CONTES FÉES… AU FIL DE L'ÉPÉE

VENDREDI 28 SEPTEMBRE
VENDREDI 26 OCTOBRE
VENDREDI 30 NOVEMBRE

» Le dernier vendredi du mois
» Accueil dès 20 h 30 • PAF : 3,- €
» **Contact** • 0476 68 00 73 • Tina Gentile

CAFÉS CRYPTÉS

ATELIERS D'AUTODÉFENSE NUMÉRIQUE

SAMEDI 15 SEPTEMBRE
SAMEDI 20 OCTOBRE
SAMEDI 17 NOVEMBRE
SAMEDI 15 DÉCEMBRE

» Le 3e samedi du mois
» 13 h 30 > 17 h 30
» **Contact** • alexandre@barricade.be

T'ÉCRIRE

ATELIERS D'ÉCRITURE

SAMEDI 15 SEPTEMBRE
SAMEDIS 13 & 27 OCT.
SAMEDIS 10 & 24 NOV.
SAMEDIS 08 & 22 DÉC.

» Deux samedis par mois
» 14 h 30 > 17 heures
» **Contact** • emmanuel.bouchat@gmail.com

GAC

GROUPE D'ACHATS COMMUNS

LE LUNDI

» Tous les lundis
» Accueil dès 19h30
» **Contact** • gac@barricade.be

COOPÉRATIVE ARDENTE

SUPERMARCHÉ LOCAL, BIO ET ÉQUITABLE

LE MERCREDI

» Tous les mercredis via la librairie
» **Infos** • lacooperativeardente.be

POINT FERME

PANIERS DE LÉGUMES, PRODUITS LAITIERS ET VIANDES ISSUS DE FERMES LIÉGEOISES

LE VENDREDI

» Tous les vendredis via la librairie
» **Infos** • pointferme.be

LE PAVÉ DANS LA MARE

Le PDLM

Le PDLM est gratuit et vous sera envoyé en version imprimée ou numérisée sur simple demande en nous contactant au 04 222 06 22 ou via info@barricade.be

Rendez-vous sur notre site www.barricade.be pour le consulter en version pdf.

Abonnement de soutien

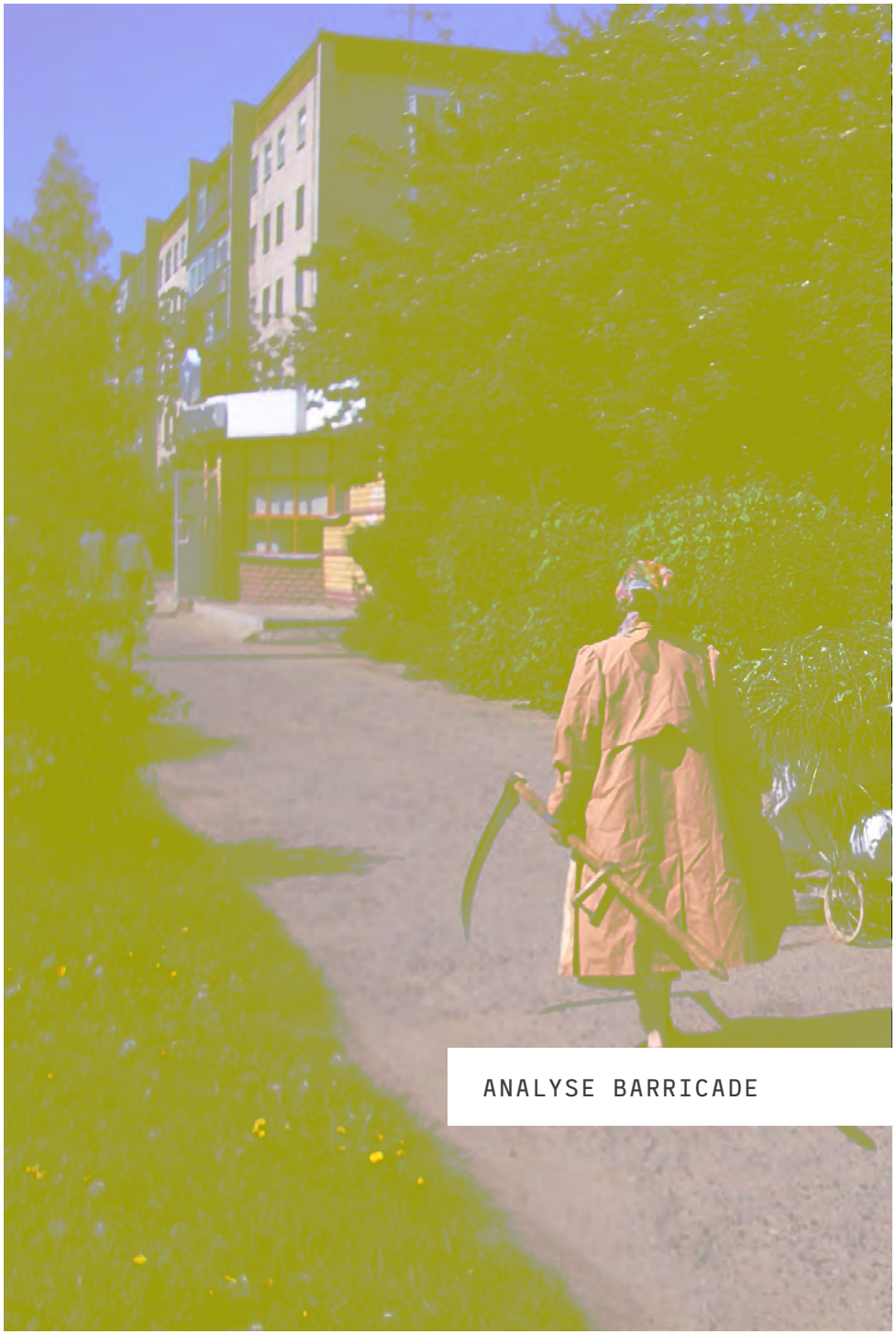
Versez la somme de 10 € (ou plus !)
sur le compte de *Barricade*
N° IBAN : BE22 5230 8037 1447
N° BIC : TRIOBEBB
en mentionnant en communication :
« abo PDLM 1 an + vos *noms* et *adresse complète* »
Vous recevrez le PDLM en version imprimée.

Ce soutien financier nous permettra de diffuser plus largement cette publication et de faire connaître les projets qui fleurissent à *Barricade* et chez nos partenaires.

Vous n'êtes plus intéressé·e par la version papier?

Parce que vous lisez le PDLM en pdf ou que vous envoyez systématiquement cette publication au bac à papiers, alors signalez-le nous au 04 222 06 22 ou via info@barricade.be.

Le gaspillage n'est plus à la mode depuis Reagan et la langue de dauphin coûte trop cher pour coller des plis en vain.



KSTOVO, CC BY-SA 3.0, VLADIMIR MENKOV, 2006

Antoine **Lagneau** est chargé de projets « Agriculture urbaine » à l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme/Agence régionale de la biodiversité en Ile-de-France, coordination de l'Observatoire régional de l'agriculture urbaine. Enseignant à l'IUT de Bobigny au sein du DUT « Carrières sociales option Gestion urbaine » et à la FASSE Paris en Master 1 « Politique de l'Environnement et Développement durable ».

L'AGRICULTURE URBAINE DÉJÀ À LA CROISÉE DES CHEMINS ?

*Une analyse d'*Antoine Lagneau

L'agriculture urbaine connaît un rapide changement d'échelle… Le temps n'est plus aux simples jardins communautaires. Désormais, de la *start-up* au groupe multinational, de l'association citoyenne au pouvoir public, nombreux sont les acteurs prêts à porter des initiatives ambitieuses, avec l'objectif de nourrir une population urbaine croissante.

Mais à ce changement d'échelle correspond souvent un changement de modèle, pouvant mettre à mal les valeurs prônées par les pionniers et les activistes de la première heure. S'appuyant sur de nombreux exemples, cette analyse plaide pour une agriculture urbaine dotée d'une fonction sociale et écologique réaffirmée, incluant les publics précaires, loin des sirènes du productivisme et de la finance, de la *smart city* et de la gentrification.

Elle a signé son grand retour en même temps que débutait la seconde décennie du 21e siècle. L'agriculture urbaine, que l'on croyait disparue à tout jamais de nos villes occidentales, sacrifiée sur l'autel du progrès et de la modernité, engloutie sous le béton et le bitume, repart à la conquête de nos rues et nos quartiers, de manière aussi inattendue que fulgurante. Rien ne semble pouvoir arrêter son développement, d'autant qu'elle se retrouve à présent parée de toutes les vertus, sommée de répondre quasiment à elle seule aux maux de nos cités.

Environnement, lutte contre le changement climatique, autonomie alimentaire, emploi, lien social, santé : cultiver en ville mobilise désormais tous les secteurs et acteurs urbains, à commencer par les élus locaux. Ces derniers, en faisant aujourd'hui de l'agriculture urbaine un instrument d'aménagement et de communication, ont d'ailleurs largement contribué à son nouvel essor.

Un cercle vertueux ?

Par exemple, la ministre de l'Environnement de la Région bruxelloise, Céline Frémault, promet qu'« en 2035, l'agriculture professionnelle en zone urbaine et périurbaine produira 30 % des fruits et légumes non transformés consommés par les Bruxellois. Un [premier] objectif de 5 % est envisagé en 2020[1]. »

Pour relever des défis aussi ambitieux, les autorités politiques nouent des partenariats avec certains acteurs économiques ou associatifs « d'avant-garde », porteurs d'initiatives identifiées comme prometteuses (bien que développées sans soutien public à la base). Ces précurseurs bénéficient en quelque sorte d'un statut d'experts de terrain, grâce à telle ou telle expérience pilote dont les édiles reconnaissent le potentiel (en terme de développement, d'emploi, d'image, etc.).

Citons notamment la *Ceinture Aliment-Terre Liégeoise (CATL)*[2], associée par le Bureau du Commerce de la Ville de Liège à un « appel à projets » de maraîchage urbain, sur un terrain communal mis à disposition par la ville à partir de 2018 (projet CREaFARM[3]). De même, à Woluwe Saint Lambert, un acteur comme *Peas and love*[4], qui installe des potagers urbains sur les toits de surfaces commerciales, bénéficie d'une large visibilité médiatique et se positionne au cœur de la « Stratégie *Good Food* », mise en place par la Région bruxelloise en 2015[5].

Un cercle vertueux, donc, en apparence… Mais entre la coopérative issue du monde associatif et la *start-up* affichant des ambitions internationales, il est parfois difficile de savoir quelle logique préside à cet « entrepreneuriat de la main verte », qui séduit (et unit dans le même enthousiasme) investisseurs privés et pouvoirs publics. En d'autres termes, qui sème et qui récolte sur les terres de la nouvelle agriculture urbaine ?

Engagements électoraux

Pour le savoir, et pour anticiper les évolutions de ce nouveau secteur en plein essor, il peut être utile de faire un premier détour par la France : plus qu'ailleurs, on y recense un grand nombre d'appels à projet proposés par les municipalités pour développer les espaces cultivés sur leur territoire. En Île-de-France, au cœur du Grand Paris, il y a même « embouteillage », chaque collectivité territoriale réclamant son projet.

La ville de Paris est une véritable locomotive. La maire-adjointe de la capitale, chargée des Espaces verts, de la Nature, de la Biodiversité, s'en félicite en ces termes : « Avec *Parisculteurs* [l'appel à projet phare de la municipalité parisienne], nous souhaitons promouvoir une agriculture tournée vers les consommateurs locaux et la transformation à courte distance des produits franciliens. Vitrine de la gastronomie et de la qualité des produits français, Paris dispose de nombreux atouts pour construire cette politique innovante[6]. »

« Vitrine », « politique innovante », des mots qui s'inscrivent dans le tournant pris en 2014 avec les élections municipales. Ce scrutin est marqué par l'apparition explicite, dans les engagements électoraux de plusieurs candidats, d'une référence à l'agriculture en ville.

Ainsi à Arcueil dans le Val de Marne, Daniel Breuiller (qui mène la liste de la gauche et des écologistes *Arcueil Ensemble*) propose dans son programme « la mise en valeur de la biodiversité locale, en engageant la transition vers la ville "comestible", en plantant autant que possible des arbres fruitiers […] et en favorisant les projets citoyens de jardins familiaux, collectifs ou partagés, les ruchers associatifs … C'est une opportunité pour une vie sociale plus riche et une production

1 B. De Wolf-Cambier, « L'Agriculture urbaine, une valeur ajoutée », *in Le Soir-Immo,* 31 mai 2018.

2 > www.catl.be

3 CREaFARM : > alimentation-locale.liege.be/creafarm - b_start=0

4 > www.peasandlove.com

5 *Good Food Brussels :* >www.goodfood.brussels

6 *Les Pariculteurs,* consulté le 2 février 2018. > www.parisculteurs.paris

locale maraîchère et fruitière utile[7]. »

À Paris, lors de ces mêmes élections, trois têtes de liste briguant l'Hôtel de Ville font de l'agriculture urbaine un des points-clés de leur programme : que ce soit à gauche avec Anne Hidalgo pour le Parti Socialiste, à droite avec Nathalie Kosciusko-Morizet (Les Républicains, à l'époque UMP) ou encore chez les écologistes emmenés par Christophe Najdovski (EELV – Europe Écologie Les Verts), chacun présente en la matière des projets tous plus ambitieux les uns que les autres.

Jardins communautaires

Cet engouement politique ne saurait suffire à expliquer les raisons du retour en grâce de l'agriculture urbaine. Il faut pour cela se transporter quelques décennies en arrière, dans le New York des années 70. Dans une ville alors frappée par une grave crise économique et fiscale (qui s'achèvera par une banqueroute[8]), une poignée d'habitants emmenée par une artiste, Liz Christy, investit des friches urbaines. Leur idée ? Créer des *community gardens* (jardins communautaires) pour cultiver légumes et fruits certes, mais aussi et surtout, le lien social.

En quelques années, des dizaines de *community gardens* conquièrent le territoire nord-américain rencontrant, comme le rappelle Sandrine Baudry[9] : « Une aspiration à plus de verdure, de fraîcheur, d'esthétique – grâce à la culture de plantes ornementales – ou de nourriture – grâce au maraîchage » mais aussi « bien d'autres préoccupations d'ordre environnemental au sens large, c'est-à-dire écologiques, mais également économiques et sociales. »

En 1998, Lille devient la première ville en France à accueillir un jardin communautaire baptisé le *Jardin des (re)trouvailles*[10]. Bientôt, Nantes, Lyon et d'autres capitales régionales suivent l'exemple lillois avant que Paris, en 2001, ne leur emboîte officiellement le pas.

Point commun à toutes ces expériences : une forte dimension sociale. En s'appuyant sur des études réalisées à New York, Joelle Zask[11] de l'Université d'Aix-Marseille, souligne que « l'importance d'être en compagnie des autres et de faire quelque chose ensemble est si fortement affirmée que le jardinage peut sembler un simple prétexte ».

Mais en 2008, alors que le monde vit une nouvelle crise économique, celle des *subprimes,* le jardinage potager n'est plus un prétexte. Pour certaines catégories de la population, notamment les retraités et des personnes sans emploi, l'autoproduction alimentaire va même devenir une ressource majeure[12]. Trop à l'étroit dans les jardins collectifs pour répondre à toutes les attentes, l'agriculture urbaine va progressivement s'en échapper pour conquérir d'autres espaces de la ville.

Changement d'échelle : la *« smart city »*

C'est le début d'un changement d'échelle et de paradigme qui ouvre autant de perspectives nouvelles que de questions sur son avenir. Car en s'émancipant des espaces de jardinage collectif, l'agriculture urbaine semble aujourd'hui prendre un autre chemin, moins social et plus productif, pour ne pas dire productiviste, sous l'impulsion de divers acteurs.

Il y a d'abord les élus locaux, qui jouent donc un rôle déterminant. Certains discours sont révélateurs de la vision politique de la ville cultivée, d'ores et déjà intégrée aux fameuses *smart cities.* C'est ainsi que Jean-Louis Missika, maire-adjoint de Paris chargé de l'urbanisme, s'émerveille en imaginant « les 100 000 arbres parisiens dotés d'une puce permettant des cartographies utiles pour la végétalisation annoncée ou le développement de l'agriculture urbaine[13] ». Dans ces villes intelligentes, que l'on nous promet pour demain, l'agriculture urbaine sera donc 3.0, faite de tours maraîchères *high-tech,* de serres ultra-connectées et d'autres supports de cultures hors-sol branchés à des microprocesseurs et autres capteurs électroniques. Ce qui n'empêche pas ces mêmes acteurs de continuer à parler de permaculture et de saisonnalité des produits, histoire aussi de rester dans l'air du temps…

7 « Arcueil ensemble ! », programme de la liste *Arcueil Ensemble,* p. 9. Consulté le 16 janvier 2018. > municipales.lafeve.fr/arcueil-ensemble

8 David Harvey, *Le Capitalisme contre le droit à la ville – Néolibéralisme, urbanisation, résistances,* éd. Amsterdam, 2011.

9 Sandrine Baudry « Les *community gardens* de New York City – De la désobéissance civile au développement durable », *in Revue française d'études américaines,* 2011/3, n°129.

10 Laurence Baudelet, Frédérique Basset & Alice Le Roy (préface de Gilles Clément), *Jardins partagés – Utopies, écologie, conseils pratiques,* éd. Terre Vivante, 2008.

11 Joelle Zask, *La Démocratie aux champs,* éd. La Découverte, 2016.

12 Christine Aubry, Jeanne Pourias & Anne-Cécile Daniel, « Agriculture urbaine et enjeux de santé – Territoires, incubateurs de santé ? », *in Les Cahiers de l'IAU îdF,* n°170-171, septembre 2014, p. 73-74.

13 Clara Schmelck, « En 2016, Paris sera-t-elle une *smart city ?* », *in MétaMédia,* 30 novembre 2015, consulté le 04 janvier 2018. > www.meta-media.fr/2015/12/30/en-2016-paris-sera-t-elle-une-smart-city.html

Ce virage pris par l'agriculture urbaine pourrait constituer un premier cap dans sa reconquête de la ville. Car aux politiques viennent s'ajouter une nouvelle catégorie d'acteurs. Celle-ci voit se côtoyer des géants de l'agroalimentaire et de l'immobilier ainsi que des multinationales spécialisées dans les services urbains. Tous ont en commun d'apporter à des élus souvent dépourvus en la matière un savoir-faire technique et, surtout, une puissance financière.

Ici, l'agriculture urbaine semble se réduire à un nouveau débouché économique potentiel dans une *smart city* synonyme, elle, de profits immédiats. C'est ce que décrit la journaliste Dominique Pialot en évoquant dans *La Tribune*[14], « la *smart city,* appellation d'autant plus controversée qu'elle semble parfois se limiter aux enjeux technologiques en délaissant ceux du vivre ensemble, représente également un gigantesque marché pour les grands groupes comme pour les *start-up,* promis à une croissance exponentielle dans les prochaines décennies… »

14 Dominique Pialot, « *Smart Cities* – le siècle des villes se dessine », *in La Tribune,* 24 novembre 2017.

À la croisée des chemins

Carrefour et *Auchan* (en finançant des fermes urbaines ou des projets de cultures sur le toit de leurs hypermarchés), *Bouygues Construction* (avec son bureau d'étude « Ferme urbaine ») mais aussi *Vinci, Veolia, Suez* pour n'en citer que quelques-uns, ont d'ores et déjà investi l'agriculture urbaine. Avec bien évidemment des discours plus politiquement corrects les uns que les autres sur leur engagement éthique, environnemental et social… Certains financent ainsi, grâce à leurs moyens financiers colossaux, des initiatives agri-urbaines orientées vers l'économie sociale et solidaire ou des projets de recherche scientifique sur le sujet.

Face à des mastodontes économiques désireux de se créer de nouveaux marchés, à des promoteurs flairant de juteuses plus-values immobilières et à des élus locaux souhaitant faire de leur territoire une vitrine politique, l'agriculture urbaine serait-elle déjà à la croisée des chemins ? Alors que semble se dessiner une forme de financiarisation de ce mouvement, les idéaux sociaux portés par les pionniers des jardins partagés et les activistes de la première heure seraient-ils menacés ?

Ces questions prennent tout leur sens alors qu'en 2050, 70 % de l'humanité vivra en ville si l'on en croit un rapport publié en 2014 par l'Organisation des Nations unies

(ONU). En entrant dans le siècle de l'hyper-urbanité, l'humanité s'engouffre aussi en *terra incognita.* Car à quoi ressembleront les formes urbaines de ces prochaines années ? Les 28 mégalopoles[15] actuelles (où vit 12,5 % de la population urbaine mondiale) en donnent déjà une première idée…

Ce monde urbain en mutation et en expansion nécessite le développement d'une approche renouvelée pour imaginer la ville de demain. Car la réalité d'aujourd'hui apparaît bien sombre et surtout bien éloignée de la *smart city* pour des millions d'habitants. De la dégradation continuelle de la qualité de vie pour les citadins précarisés à l'inhumanité des conditions d'accueil des populations fuyant les guerres ou les catastrophes climatiques, les injustices sociales et environnementales ne cessent de s'accentuer dans les mégalopoles et métropoles mondiales.

Celles et ceux aux commandes de ces dernières ne peuvent l'ignorer. Mais leurs réponses ont au mieux un goût de *déjà-vu* ou, au pire, sont en contradiction avec leur propre politique sur le terrain. Ainsi, en juillet 2017, le C40, réseau de 86 métropoles mondiales (dont New York, Séoul, Mexico…) s'est réuni près de Paris, affichant, sous le slogan *« Villes de tous les pays, unissez-vous ! »,* sa détermination à agir en faveur de la transition écologique.

15 Le terme de « mégalopole » a été inventé par le géographe français Jean Gottmann en 1961 en référence à la région urbaine qui s'étend sur 800 kilomètres entre l'agglomération de Boston et celle de Washington DC, qu'il avait surnommée *« BosWash ».*

Deux modèles qui s'affrontent

Mais de quelle transition écologique parle-t-on ? Celle des *smart cities* bardées de technologies, qui semblent davantage taillées pour une « élite » urbaine et des multinationales à la recherche de profits ? Ou bien celle de villes choisissant de s'appuyer sur leurs habitants, mettant notamment en œuvre des solutions « fondées sur la nature » – comme le recommande l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature), qui préconise de « s'appuyer sur des processus naturels et pas seulement sur des moyens technologiques pour répondre à des enjeux de société (changement climatique, santé, sécurité alimentaire)[16] » ? Ce sont bien là deux modèles qui s'affrontent.

Le premier modèle ne propose qu'une fuite en avant, bien illustrée par les propos d'Éric Huybrechts, responsable des actions

16 > www.fondationbiodiversite.fr/fr/documents-frb/dernieres-publications/851-les-solutions-fondees-sur-la-nature.html

ISA INTERNATIONALES STADTBAUATELIER, CC - WIKIMEDIAS, SMART CITY NANSHA IN GUANGZHOU.

internationales à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France (IAU) qui évoque, à l'occasion du Forum urbain mondial de Kuala Lumpur en février 2018, l'enjeu « de la financiarisation de la ville [qui voit] de plus en plus d'autorités publiques [confier] l'urbanisation au secteur privé, qui la traite comme un pur produit financier, sans lien avec les besoins des habitants[17] ».

L'autre modèle est tout autre, rejoignant dans sa vision de la cité la pensée du philosophe Henri Lefebvre, développée dans son ouvrage *Le Droit à la ville*[18], paru en 1968. Comme le souligne Isabelle Anguelolowki[19], ce livre et les écrits d'Henri Lefebvre inspirent aujourd'hui les militants

17 Allix Grégoire, « À Kuala Lumpur, les acteurs de la ville au chevet de l'urbanisation de la planète », *in Le Monde, Cahier Eco et entreprise,* 8 février 2018, p. 5.

18 Laurence Costes « Le Droit à la ville de Henri Lefebvre – Quel héritage politique et scientifique ? », *in Espaces et sociétés,* 2010/1, n°140-141.

19 Isabelle Anguelolowki, « Justice environnementale », *in* Giacomo D'Alisa, Federico Demaria, Giorgos Kallus (dir.), *Décroissance – Vocabulaire pour une nouvelle ère,* éd. Le Passager Clandestin, 2015, p. 103-109.

de la justice sociale et environnementale qui « tout en résistant au remplacement de leurs espaces et jardins communautaires […] remettent en question les projets qui sous couvert d'embellir et d'assainir la ville, maximisent sa valeur d'échange ».

Ce profond clivage idéologique traverse l'agriculture urbaine. L'intérêt manifesté à son égard par de puissants groupes privés, conjugué à la volonté d'élus locaux de privilégier de tels acteurs, pourrait en effet modifier profondément sa nature et sa raison d'être. En effet, à l'origine, la notion de partage tient une place particulière au cœur de l'agriculture urbaine : c'est une valeur intrinsèque de cette forme d'agriculture, où s'entrecroisent l'attention portée aux autres, la culture des *Communs* et le brassage de populations sur fond de récoltes et de repas partagés.

C'est peut-être là que se noue la compréhension des attentes qu'inspire l'agriculture urbaine aux différents acteurs. Certains la réduisent à une activité économique comme les autres, la considérant comme une énième pièce destinée à faire tourner le système capitaliste. D'autres au contraire, la perçoivent comme un levier de changement social pour matérialiser et mettre en œuvre concrètement la transition écologique.

Un exemple rare : Grande-Synthe

C'est le cas de la ville de Grande-Synthe dans le nord de la France. Marquée par la désindustrialisation qui a entraîné de nombreux habitants dans la grande précarité, cette commune fait figure de pionnière en matière de transition écologique et sociale. Son maire, Damien Carême, l'intègre dans toutes ses actions avec un accent particulier mis sur le retour de l'agriculture en ville. *L'Atelier* (l'université populaire de la ville) est l'un des pivots de cette politique et l'agriculture urbaine y tient une place centrale. Un jardin pilote a ainsi été créé sur le terrain jouxtant le bâtiment. Il permet à la fois à la population de se familiariser avec les pratiques du jardinage potager mais fournit aussi des semences destinées aux cinq jardins situés au cœur de grands ensembles d'habitat collectif.

Grande-Synthe est également connue pour avoir abrité pendant plus d'un an le premier camp[20] construit aux normes internationales définit par le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR), afin d'accueillir les centaines de personnes qui transitaient

20 Le camp de la Linière, ouvert en mars 2016 et qui abritait près de 1 500 personnes, a été détruit en totalité par un incendie le 10 avril 2017 lors de bagarres entre réfugiés.

sur son territoire pour essayer de rejoindre l'Angleterre. Un camp qui se voulait une réponse aux conditions inhumaines dans lesquelles vivaient ces femmes, hommes et enfants, démontrant là aussi une politique de l'hospitalité à l'opposé de ce que pratiquent d'autres villes en France…

Pour tenter d'apaiser les souffrances et faire oublier quelques instants les épreuves traversées, un collectif d'agriculteurs urbains, *Végétonomes* (contraction de végétal et d'autonomes), a participé à la vie du camp, aux côtés d'autres associations. Trois carrés potagers en hors-sol, dans des bacs, ont été construits par les membres du collectif originaire de Dunkerque, ville voisine de Grande-Synthe où se déroulent de nombreuses expériences similaires. *Végétonomes* a d'abord choisi de s'adresser aux enfants du camp pour leur apprendre à cultiver des petits fruits et des légumes. Des visites des jardins collectifs au pied des grands ensembles de Grande-Synthe ont aussi été imaginées pour développer du lien social entre habitants et réfugiés.

Ce qui fait de Grande-Synthe un exemple rare en la matière en France, c'est que nous sommes en présence d'une véritable politique publique développée par la municipalité, à l'instar de ce qu'a réalisé la ville de Rosario en Argentine. Depuis 2002, cette ville développe un programme d'agriculture urbaine reconnu aujourd'hui comme « un exemple d'intégration réussie entre l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté, la promotion de l'économie solidaire et les politiques de développement durable » tel que le note un rapport de l'Observatoire des villes inclusives[21]. Celui-ci précise que cette « politique a constitué un outil pour l'inclusion de groupes sociaux qui se sentaient marginalisés (par exemple, chefs de famille sans emploi, femmes et jeunes issus de quartiers pauvres). Elle a aussi aidé à améliorer l'estime de soi de nombreuses personnes concernées et elle a renforcé les liens sociaux et communautaires. »

Ce choix a donc aussi été celui de Damien Carême, le maire de Grande-Synthe qui a clairement orienté la dynamique agri-urbaine sur le volet social. Pas de *smart city,* donc, pas non plus de grandes envolées sur l'agriculture *high-tech* chapeautée par des *start-up* et autres multinationales, mais plutôt des initiatives où dominent la fonction sociale et la participation des habitants.

21 « Rosario (Argentine) promeut l'inclusion sociale à travers de l'agriculture urbaine », *in* rapport de L'*Observatoire Villes inclusives,* Commission Inclusion sociale, Démocratie participative et Droits humains – Cités et Gouvernements locaux unis, décembre 2013.

Inclusion et réinsertion

Si cette forme d'agriculture sociale municipale est encore peu répandue, certaines collectivités (en lien avec des associations) impulsent des projets variés, à plus petite échelle certes, mais où se croisent les notions de partage et d'attention à l'autre. C'est le cas par exemple de la *Ferme des Cinq Ponts* qui verra le jour en 2020 à Nantes.

Située à quelques minutes du centre ville, cette structure portée par une association d'aide à des populations précaires et par *Emmaüs 44,* vise l'inclusion des personnes sans abri ou en très grande détresse. Soutenu par la ville de Nantes et Nantes Métropole, ce lieu d'accueil sera donc aussi un espace de réinsertion sociale via une ferme urbaine dédiée au maraîchage. Ce modèle de partenariat entre des acteurs associatifs et des collectivités locales constitue, pour l'agriculture urbaine à vocation sociale, une bonne raison de croire à sa pérennité dans nos villes. Reste que son maintien et son développement sont entre autres indexés sur des décisions politiques, où l'ambivalence en matière d'engagements sociaux et environnementaux est souvent la règle.

Paris, de ce point de vue, offre un visage ambigu, avec de multiples appels à projets autour de l'agriculture urbaine qui mélangent allègrement *high-tech* et *low-tech* et où la dimension sociale peine parfois à surnager… Mais la municipalité parisienne sait aussi faire preuve d'engagement en la matière. Ainsi, dans le 18e arrondissement, le square Jessaint est devenu, grâce à un partenariat entre la ville et *Emmaüs Solidarité,* un jardin collectif solidaire. Ouvert aux habitants, il a été aménagé et est entretenu par des personnes sorties de la précarité et en réinsertion, qui y cultivent légumes et aromates. Autre exemple, l'ancien lycée professionnel Jean-Quarré dans le 19e arrondissement a été converti par la mairie en Centre d'Hébergement d'Urgence (CHU) en 2015 pour accueillir des réfugiés. Géré là aussi par *Emmaüs Solidarité,* l'établissement accueille 150 hommes et, depuis deux ans, *Emmaüs* travaille avec l'association *Vergers Urbains* pour y développer un potager[22] . Les résidents participent ainsi à l'entretien de ce dernier et consomment les fruits et les légumes qui y sont cultivés. Paris a d'ailleurs récompensé *Vergers Urbains* et *Emmaüs Solidarité* en décembre 2017 par un trophée saluant les meilleurs projets en agriculture urbaine.

22 Julian Renard, « L'Agriculture urbaine nourrit les échanges en pleine crise des réfugiés », *in Revue Sur-Mesure* [en ligne], 2017/2, 28 avril 2017, consulté le 3 janvier 2018.
> www.revuesurmesure.fr/issues/natures-urbaines-et-citoyennetes/lagriculture-urbaine-nourrit-les-echanges-en-pleine-crise-des-refugies

L'exemple libanais

L'agriculture urbaine joue ici pleinement son rôle, en permettant d'échapper à un quotidien tourmenté. Une réflexion menée également, dans un tout autre contexte, au Liban. Depuis le début du conflit syrien, l'État libanais a accueilli près d'un million de réfugiés sur son territoire, la plupart se concentrant dans quatre camps situés dans la plaine de la Beqaa, près de la cité antique de Baalbek. Des camps qui, de par leur progressive pérennisation, se transforment petit à petit en villes informelles, un phénomène parti pour durer puisque, comme le rappelle Cyril Hanappe[23], « deux milliards de personnes, soit 30 % de la population habiteront bientôt dans en habitat informel, quel qu'il soit ». Michel Agier y voit même une « transformation, sur la longue durée, qui peut aller jusqu'à la reconnaissance et à un certain droit à la ville[24] ».

C'est dans ces lieux aux conditions de vie d'une extrême dureté qu'une association libanaise a entrepris depuis 2016 d'aménager des espaces aux caractéristiques semblables à celles de l'agriculture urbaine telle que nous la connaissons. La *Soils Permaculture* (association libanaise pour la diffusion des pratiques permacoles et agro-écologiques[25]) a ainsi créé dans ces camps, en lien notamment avec l'association *Graines et cinéma*[26], des petits jardins potagers. Si la production alimentaire est ici une composante à part entière du projet, la dimension sociale l'est tout autant, car comme le rapporte une jeune volontaire : « Planter des légumes, des salades, des fleurs … c'est aménager un espace qui fait du bien au cœur et au corps, des petites oasis de verdure au milieu des tentes composées de bâches et de pneus[27] ».

23 Ivan Jablonka, « Les Camps de réfugiés sont là pour rester – Entretien avec Cyrille Hanappe », *in La Vie des idées,* 30 septembre 2016.
> www.laviedesidees.fr/Les-camps-de-refugies-sont-la-pour-rester.html

24 Michel Agier, « La Fabrique des indésirables », *in Le Monde diplomatique,* mai 2017, p. 13.

25 > www.soils-permaculture-lebanon.com

26 *Graines et cinéma* est une association créée en 2015 par Zoé Beau, coordinatrice culturelle, et Ferdinand Beau, ingénieur agronome, pour développer un réseau de collecte de semences paysannes, de la France vers la Syrie.

27 Jean-Marc Techer, « Les Carnets de voyages de Lara – Bienvenue au Liban ! », *in Clicanoo – Le Journal de l'île de La Réunion,* 8 aout 2016, consulté le 10 janvier 2018.
> www.clicanoo.re/node/380224

Micro-fermes et jardins d'insertion

MHM55, CC BY-SA 4.0-WIKIMEDIAS, JARDINS DE COCAGNE (GENÈVE)

« Faire du bien au cœur et au corps » semble donc intrinsèquement lié à la nature de l'agriculture urbaine, laquelle participe ainsi à la santé publique, comme le soulignent les chercheuses Christine Aubry, Jeanne Pourias et Anne-Cécile Daniel[28]. Dans leur article intitulé « Agriculture urbaine et enjeux de santé », elles citent une série d'exemples mentionnant notamment les « jardins d'insertion destinés à réconcilier des populations marginalisées avec un rythme de travail et pourvoyeuses d'un revenu, mais aussi, d'une réinsertion psychologique et sociale ».

Les Jardins de Cocagne offrent un bon exemple de ces « jardins d'insertion ». Créé en 1991, cette association travaille à l'intégration des personnes en insertion via une activité de production de légumes distribués ensuite à des adhérents-consommateurs. Ce réseau s'est depuis largement développé, à l'image du travail réalisé à Loos-en-Gohelle, ville du Nord de la France, elle aussi fortement touchée par la crise économique et la désindustrialisation. Dans cette commune, une micro-ferme urbaine installée sur 1 000 m² a vu le jour en 2016 et emploie aujourd'hui neuf salariés qui cultivent légumes, aromates et petits fruits en filière bio. Une production qui alimente 70 paniers vendus chaque semaine.

Les micros-fermes urbaines, en se multipliant dans les villes, sont devenues un nouvel acteur de cette forme d'agriculture. Un acteur qui, comme le souligne Anne-Cécile Daniel, offre « un panel d'activités et d'animations qui explique

28 Christine Aubry, Jeanne Pourias & Anne-Cécile Daniel, *op. cit.*

que la production alimentaire peut être un objectif secondaire […] Ce sont des projets de cohésion sociétale et sociale, qui nous amènent à les considérer comme des formes d'agricultures citoyennes[29]. »

La micro-ferme urbaine initiée par l'association *Veni Verdi* au cœur du collège Pierre-Mendès France à Paris, qui a converti les espaces verts de l'établissement en jardins productifs à visée pédagogique, est une autre illustration de ce modèle. Tout comme celle du *Paysan urbain* installée à Romainville (Seine-Saint-Denis). Spécialisée dans la production de micro-pousses, elle emploie sept salariés en insertion et est aussi soutenue par le *Réseau Cocagne.*

L'éventail des catégories de population concernées par la fonction sociale de l'agriculture urbaine est extrêmement large, comme le montre également l'initiative des *Fermiers de la Francilienne* à Villetaneuse, toujours en Seine-Saint-Denis. Cette association a transformé une friche de trois hectares appartenant à l'Université Paris 13 en espace dédié à la culture et à l'élevage, tout en protégeant la biodiversité ordinaire présente. Elle y mène un projet de réinsertion à destination de personnes condamnées pour de petits délits à des Travaux d'Intérêt Général (TIG).

Autre exemple éclairant à Liège (Belgique) : à trois cents mètres du centre-ville, la *Ferme de la Vache* déploie ses activités sur un site exceptionnel, préservé de la prospection immobilière par la mobilisation des riverains.[30] Gérée par le Centre Public d'Action Sociale (CPAS), la *Ferme* œuvre à la réinsertion d'allocataires sociaux par le biais d'activités multiples (jardinage, maraîchage, vente au public, restauration, rencontres didactiques, sensibilisation à l'environnement, etc.) L'institution bénéficie aussi d'un ancrage profond dans son quartier et dans la vie associative locale[31].

Les « potagers thérapeutiques »

À mi-chemin entre la dimension sociale et la santé, les potagers thérapeutiques sont encore une autre facette de cette forme d'agriculture. Là aussi, les réalisations se multiplient, en même temps que l'on redécouvre les bienfaits du jardinage pour des publics souffrant de diverses pathologies ainsi que pour les personnes âgées. Dans le 18e arrondissement de Paris, des carrés potagers ont été installés par la société *Topager* sur le toit du *Centre Robert Doisneau* accueillant des adultes handicapés, des jeunes autistes et des personnes âgées dépendantes. La culture de petits fruits, légumes, aromatiques, vignes… procure de nombreux bénéfices en stimulant notamment les fonctions cognitives et en facilitant les échanges entre les résidents ainsi que l'activité physique.

À Toulouse, la clinique Pasteur s'inscrit dans une démarche identique avec la mise en place sur son toit, par une jeune entreprise issue du maraîchage bio, *Macadam Garden,* de 200 bacs potagers. Les jardinières sont entretenues par les patients, le personnel soignant et des travailleurs handicapés.

Prendre soin de l'autre et prendre soin de la terre sont deux préoccupations majeures qui se rejoignent dans ces initiatives d'agriculture urbaine sociale. Rien d'étonnant, *a priori,* puisque tous revendiquent une approche permaculturelle qui entend prendre soin des hommes, du sol et met le partage équitable de la production au centre de la démarche (du moins selon l'approche originelle de Bill Mollison et David Holmgren[32]).

Cultiver en ville, que ce soit en bac ou en pleine terre, s'inscrit en fait dans un plus vaste mouvement de refus d'une agriculture chimique, mécanisée, industrielle. À la motivation liée à la protection de l'environnement et de la biodiversité, s'ajoute la volonté de mieux contrôler son alimentation et surtout de manger sainement. Une préoccupation qui trouve son origine notamment dans les scandales alimentaires mais qui s'explique aussi par une volonté de s'affranchir de la malbouffe aux impacts désastreux sur la santé. Plusieurs études réalisées notamment en Amérique du Nord ont ainsi montré que le jardinage associatif aboutissait à améliorer, grâce en partie à l'autoconsommation de fruits et légumes, le régime nutritionnel des jardiniers[33].

29 Anne-Cécile Daniel, « Fonctionnement et durabilité des micro-fermes urbaines – une observation participative sur le cas des fermes franciliennes », mars 2017. Étude menée dans le cadre de la Chaire Eco-conception avec *Agroparistech* et l'équipe *Agricultures urbaines (SAD-APT, INRA).*

30 Pour un retour sur cette lutte urbaine exemplaire : www.barricade.be/publications/analyses-etudes/favechamps-un-exemple-lutte-urbaine

31 Pour un aperçu des activités de la *Ferme de la vache :* www.cpasdeliege.be/images/pdf/Livret_Ferme_de_la_vache.pdf

32 Bill Mollison & David Holmgren, *Permaculture – Principes et pistes d'action pour un mode de vie soutenable,* éd. Rue de l'échiquier, 2014.

33 Jeanne Pourias, « Maraîchage et élevage urbaine – Quelle contribution à la justice alimentaire ? », *in* Antoine Lagneau, Marc Barra, Gilles Lecuir (dir), *Agriculture urbaine – Vers une réconciliation ville-nature,* éd. Le Passager clandestin, 2015, p. 257-269.

L'écueil de la « gentrification »

Ces exemples enthousiasmants suffisent-ils à conclure que l'agriculture urbaine sociale peut être considérée comme une forme de projet politique à part entière, inscrit dans un élan plus vaste de transition écologique et sociale ?

Ce n'est pas si simple répond Flaminia Paddeu, Maître de Conférences et Chercheuse en géographie à l'Université de Paris 13, pour qui, en la matière, il faut « sortir du mythe de la panacée[34] ». S'appuyant sur une fine observation de Détroit, ville américaine où l'agriculture urbaine a acquis une visibilité mondiale, elle juge ainsi que « les bénéfices annoncés sont plus controversés qu'au premier abord et sont souvent insuffisamment étayés ». Elle souligne le fait que l'essor de l'agriculture urbaine peut aussi générer un creusement des inégalités raciales et sociales. En effet, la revalorisation de quartiers en déshérence, à laquelle participe cette agriculture, suscite inévitablement l'arrivée d'une nouvelle population, plus aisée, ce qui aboutit à un phénomène urbain bien identifié : la « gentrification[35] ».

À l'appui de sa démonstration, Flaminia Paddeu cite notamment l'exemple de terrains vendus pour une bouchée de pain par la municipalité de Détroit à un consortium privé, afin d'y construire une ferme commerciale. La chercheuse avertit ainsi des dérives bien réelles de l'agriculture urbaine « sur fond de tensions entre des collectifs humains aux engagements contradictoires », tant à Détroit qu'à Paris ou dans d'autres métropoles. Des dérives qui pourraient bien s'accentuer davantage à mesure que s'impose le modèle (ou le mythe) de la *smart city.*

Un équilibre incertain

Du fait qu'elle alimente les attentes et les ambitions contradictoires (voire inconciliables) d'acteurs multiples, l'agriculture urbaine est au centre d'un jeu complexe : le développement d'une véritable agriculture urbaine sociale repose sur un équilibre fragile. Malgré un discours de façade, l'arrivée de grands groupes économiques et industriels obéit évidemment à une stricte logique de marché (donc de compétition et d'accaparement des profits) qui se situe à l'opposé des valeurs de partage portées par l'agriculture urbaine sociale.

Certains, parmi lesquels des élus désireux d'engranger des bénéfices politiques, plaideront que ces géants des places boursières mondiales ont pourtant intégré le volet humain, avec le financement de projets ou la création d'activités faisant la part belle à l'insertion. Certes, mais pour combien de temps encore ? Quelles garanties avoir sur la prise en compte du volet social de leurs activités, une fois que ces acteurs seront assurés de leur position dominante ?

De même, le développement d'une agriculture *high-tech* ne risque-t-elle pas (malgré là encore des propos rassurants) de priver progressivement la population de l'accès à des espaces de culture en ville ? Comment imaginer en effet que ces installations, équipées de technologies de pointe, soient ouvertes au citadin lambda ? Et surtout, quelle place aura l'humain dans ces serres et autres tours ultra connectées ? Aucune sans doute, puisque la robotisation aura pris le dessus. La conjonction des intérêts financiers et des avancées techniques représente, si elle n'est pas anticipée et maîtrisée, un risque majeur pour l'agriculture urbaine sociale.

Incohérences et duplicité

Carrefour, Vinci, Auchan… tous jouent depuis de longues années la carte du développement durable. Le retour au premier plan de l'agriculture urbaine leur permet ainsi de parfaire leur rôle, en se posant en acteurs de la relocalisation de l'alimentation et de la préservation de l'agriculture de proximité. Mais ces multinationales ne peuvent échapper aux questions sur la cohérence de leur politique.

En effet, l'ensemble de la grande distribution est directement responsable de la disparition de milliers d'hectares de terres agricoles chaque année à travers le monde. *Auchan,* qui annonce son intention d'investir massivement dans la construction de fermes urbaines, s'apprête au même moment à bétonner quatre vingt hectares de terres arables en banlieue parisienne, pour construire *Europa City,* présenté comme « le plus grand centre commercial et de loisirs du monde[36] ».

Le groupe de *BTP Vinci* quand à lui, était tout simplement le concessionnaire de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, avant que le projet ne soit abandonné en janvier 2018 par le gouvernement français.

34 Flaminia Paddeu, « Sortir du mythe de la panacée – Les ambiguïtés de l'agriculture urbaine à Détroit », *in Métropolitiques,* 13 avril 2017.
> www.metropolitiques.eu/Sortir-du-mythe-de-la-panacee-Les-ambiguites-de-l-agriculture-urbaine-a-Detroit.html

35 On appelle « gentrification » le processus de renouvellement de la composition sociale et démographique d'un quartier au profit de ménages plus aisés, aboutissement à un embourgeoisement du territoire en question (de l'anglais *« gentry »* : petite noblesse).

36 *« Les hypers, c'est pas super !!! »,* campagne de l'ONG *Agir pour l'Environnement.*
> europacity-nonmerci.agirpourlenvironnement.org

Si elle avait vu le jour, cette installation aéroportuaire aurait artificialisé 962 hectares de terres agricoles et de zones humides. Quant à *Carrefour,* le groupe a dévoilé en janvier 2018 la suppression de 2 400 emplois en France[37] (et de 1 200 emplois en Belgique[38]), alors même que son chiffre d'affaire annuel 2017, s'il est en très légère régression dans l'Hexagone, est en hausse de 5 % en Europe[39]: un signe de l'attachement cynique de l'entreprise au « développement durable » … de ses profits.

On le voit, que ce soit en termes environnementaux ou sociaux, ces grands opérateurs privés ne cessent de pratiquer le grand écart, montrant ainsi la duplicité de leur politique. Une incohérence flagrante qui se doit de susciter des interrogations chez les autres acteurs de l'agriculture urbaine, contraints parfois de s'associer à ces multinationales pour faire émerger leur propre projet.

Il est peut-être temps à ce stade de réfléchir à des initiatives moins gourmandes financièrement ou faisant appel à des ressources plus éthiques. Cela signifie revenir à des projets de plus petite taille, pensés par ou avec les habitants, aux ambitions nourricières plus modestes mais respectueuses des saisons, avec des techniques de faible intensité, permacoles ou faisant appel à l'agroécologie.

Conclusion

Projet ou mouvement dont on perçoit les ferments politiques, l'agriculture urbaine est porteuse de nouveaux champs du possible où se conjuguent (en s'appuyant sur d'autres mouvements sociaux) justice sociale et environnementale. Reste que sa nouvelle popularité la positionne aujourd'hui sur une ligne de crête.

Si l'on souhaite une agriculture urbaine sociale, qui conserve sa capacité à accueillir, soulager et soigner, il convient alors de préserver le modèle originel, hérité des années 70. Car en ce début du 21e siècle, quarante ans après les initiatives pionnières, les perspectives d'évolution de l'espace urbain restent équivoques et rarement synonymes de mieux vivre.

Dans ce contexte incertain, à condition de la soustraire aux appétits d'opportunistes agents financiers, l'agriculture urbaine et sa fonction sociale pourraient nous aider à revisiter l'idéal de la ville refuge, ouverte aux hommes et à l'ensemble des êtres vivants, à cette biodiversité dont nous faisons collectivement partie.

Antoine Lagneau

37 > www.liberation.fr/france/2018/01/23/carrefour-confirme-la-suppression-de-2-400-postes-en-france_1624505

38 > www.rtbf.be/info/economie/detail_carrefour-belgium-conseil-d-entreprise-tres-attendu-ce-jeudi-apres-midi?id=9821510

39 > www.lerevenu.com/breves/carrefour-chiffre-daffaires-en-hausse-mais-2017-ete-globalement-difficile

Pour aller plus loin

L. Cahn, C. Deligne, N. Pons-Rotbardt, N. Prignot, A. Zimmer, B. Zitouni, « Terres des villes – Enquêtes potagères de Bruxelles aux premières saisons du 21e siècle », *in Premier Secours* n°0, 2018.

G. Faburel, *Les Métropoles barbares – Démondialiser la ville, désurbaniser la terre,* éd. Le Passager clandestin, 2018.

Collectif, F. Brondeau (dir.), « Cultiver la ville,de la diversité des pratiques et des formes d'appropriation citoyennes », *in Géographie et Cultures,* n°101, 2018.

C. F. Mathis, E. A. Pépy, *La Ville végétale – La nature en milieu urbain – France XVIIe - XXIe siècle,* éd. Champ Vallon, 2017.

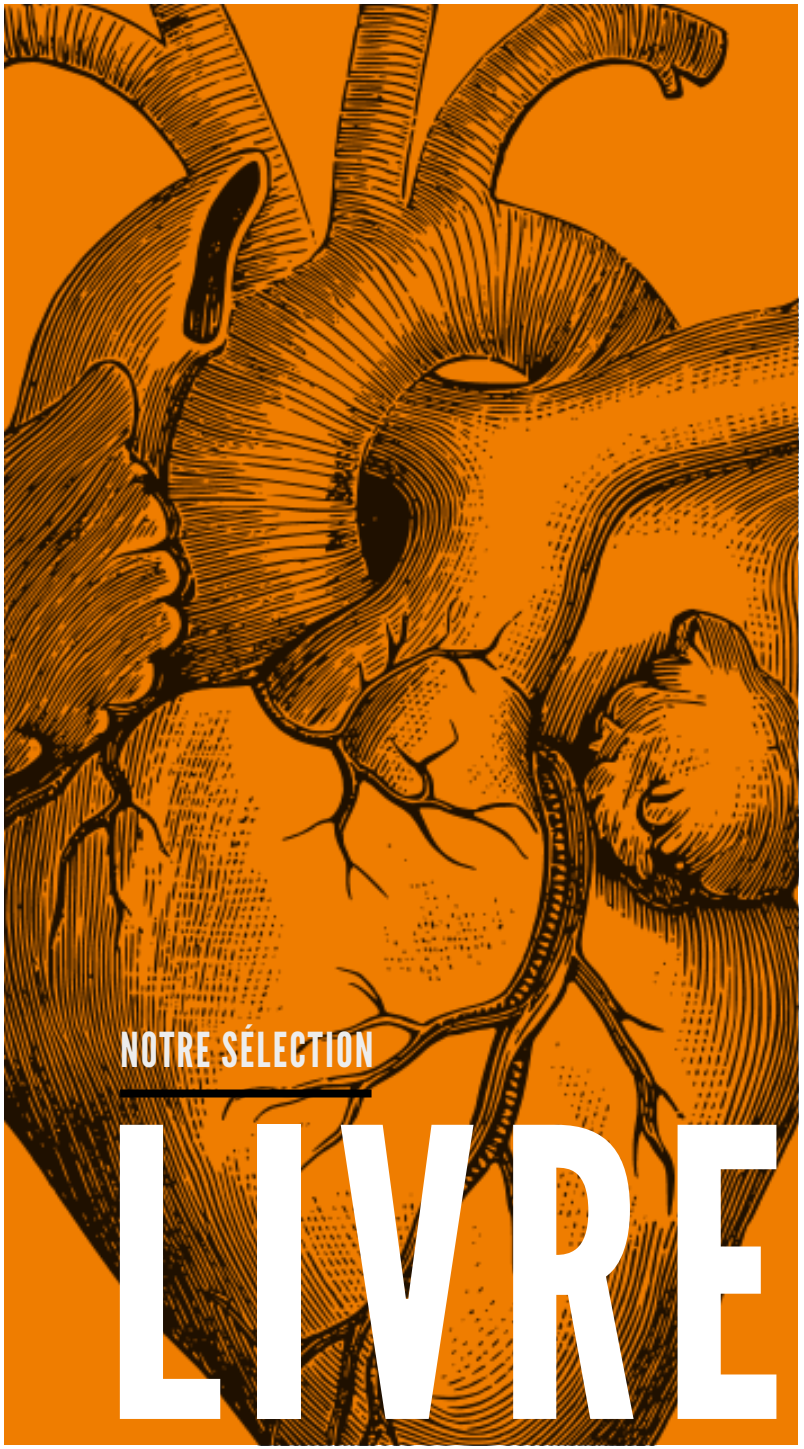
A. Lagneau, « Fonction alimentaire, sociale, écologique… Qu'attendons-nous de l'agriculture urbaine ? », *Fondation de l'Écologie politique,* 2016.
> www.fondationecolo.org/activites/publications/Les-Notes-de-la-FEP-10-Agriculture-urbaine

Collectif, Sophie Hubaut (dir.), « La Ville en herbe – Propositions pour un maillage vert de l'agglomération de Liège », *in Dérivations,* HS n°2, décembre 2016.

Catherine Stevens, « La Permaculture – Le nouveau graal agricole ? La permaculture peut-elle nourrir l'humanité ? », *Barricade*, 2015.
> www.barricade.be/publications/analyses-etudes/permaculture-nouveau-graal-agricole-ou-permaculture-peut-elle-nourrir

Pablo Servigne, « Imaginer l'avenir des villes », *Barricade*, 2017.
> www.barricade.be/publications/analyses-etudes/imaginer-avenir-villes

Steve Bottacin, « *Demain,* le film – Les marchands d'espoir, *Barricade*, 2017.
> www.barricade.be/publications/analyses-etudes/demain-film-marchands-espoir



LIBRAIRIE ENTRE-TEMPS
Rue Pierreuse 15
4000 Liège

HORAIRE
LUNDI > VENDREDI
12h30 • 18h30
SAMEDI
13h30 • 18h30

COMMANDES INFOS
04 222 06 22
commande@barricade.be

REMISE 10%
Profs
Associations
Collectivités
Institutions

ESSAI

Histoire secrète du PS liégeois

François Brabant,
éd. La boîte à Pandore - 19,90 €

La fièvre des élections communales, les retombées de l'Affaire *Nethys-Publifin,* les mouvements de *Rubik's Cube* en cours au sein du Parti Socialiste, la démission d'Alain Mathot, les récents combats de coq dans la douce commune d'Ans… Autant de bonnes raisons de se (re)plonger dans l'*Histoire secrète du PS liégeois,* livre haletant qui tient autant du thriller que du *Guide du Routard* politique… D'André Cools à Stéphane Moreau, du Club des Cinq au Clan Daerden en passant par la Nébuleuse Dehousse : c'est Elseneur en bord de Meuse…

« Être ou ne pas être au pouvoir, *that's the question!* »

Steve

ESSAI

Comment la non-violence protège l'État
Essai sur l'inefficacité des mouvements sociaux

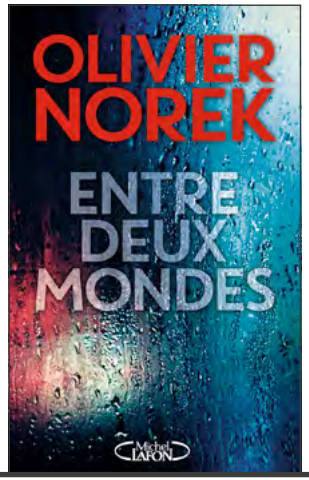
Peter Gelderloos,
éd. Libre - 13 €

La question n'est pas de savoir ce qui est violent ou non, mais plutôt ce qui est radical et ce qui est superficiel. Et c'est là que selon l'auteur, la non-violence pèche par excès de puritanisme, de politiquement correct et de légalisme compulsif.

Peter Gelderloos, tout en détruisant frénétiquement tous les mensonges autour des grandes figures de la « non-violence », ramène cette stratégie à ce qu'elle est majoritairement : une stratégie axée sur l'opinion publique, les médias et les politiques.

Les stratégies radicales peuvent exister, tout comme le pacifisme légaliste si besoin ; mais il faut aussi pouvoir accepter ces radicalités comme des stratégies d'autodéfense légitimes et nécessaires.

Alexandre



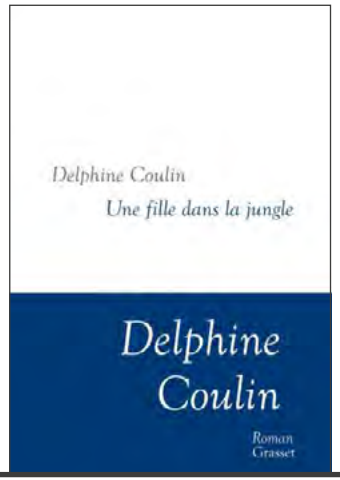
ROMAN

Entre deux mondes

Olivier Norek
éd. Michel Lafon - 19,95 €

Excellent roman policier dans la jungle de Calais : « un endroit où l'on peut tuer sans conséquences » écrit l'auteur. Récit très dur à certains moments mais tellement instructif, explicite sur les moyens de survie des migrants dans un tel environnement, mais aussi leur histoire, pourquoi et comment ils sont arrivés là et pourquoi ils veulent rejoindre l'Angleterre. Olivier Norek décrit avec grand talent sans aucune sensiblerie le courage et l'intelligence de cet homme syrien et de ce petit garçon saoudien. Une fiction basée sur la réalité, à donner à lire pour arrêter les mensonges et les préjugés qui rendent la vie encore plus dure à ceux et celles qui fuient leur pays par nécessité.

Nicole



ROMAN

Une Fille dans la jungle

Delphine Coulin
éd. Grasset - 18 €

Lors du démantèlement de la jungle de Calais à l'automne 2016, 10 000 personnes sont évacuées sauf… deux filles et quatre garçons mineurs qui décident de rester clandestinement sur place. Mais ils ne sont pas les seuls… Les violences sont extrêmes, la survie est à ce prix. Belle illustration de ce slogan : « Les étrangers ne sont pas un danger, mais sont *en* danger ! » , le roman de Delphine Coulin aborde le sujet des mineurs qui se débrouillent comme ils peuvent après un long parcours à travers le Soudan, la Lybie, la traversée de la Méditerranée, de l'Italie et de la France pour arriver en vue de l'Angleterre et en être séparés par seulement 80 kilomètres d'eau, des barrages et des contrôles.

Nicole

ROMAN

Dans la forêt

Jean Hegland
éd. Gallmeister - 9,90€

D'abord des petites coupures d'électricité, puis des plus longues, puis plus rien. Personne ne semble vraiment savoir ce qui se passe. Mais, sans électricité c'est la société entière qui s'arrête.

Isolées dans la maison de leur enfance à 50 kilomètres de la première ville, sans parents, c'est une vie de débrouille qui débute pour Nell et Eva. Elles ont 17 et 18 ans et leur unique source de savoir est une encyclopédie. Un retour forcé à l'essentiel avec un grand E, pas toujours simple sans expérience. C'est donc en puisant dans les livres mais surtout en se confrontant à la nature dans toute sa force et parfois sa violence qu'elles affronteront les nombreux défis et épreuves que ce monde nouveau leur impose.

Julie

ROMAN

Les Billes du pachinko

Elisa Shua Dusapin
éd. Zoé - 15,50 €

En visite à Tokyo chez ses grands parents, Claire a un objectif : les convaincre d'entreprendre un voyage dans leur pays d'origine quitté cinquante ans plus tôt, la Corée.

En attendant que son grand-père, tenancier d'une salle de *pachinkos* (croisements entre un flipper et une machine à sous - *Wikipédia*), se décide à accepter de quitter son travail quelques jours pour effectuer ce voyage, elle a trouvé un emploi comme professeur de français pour une petite fille, Mieko.

L'auteure décrit avec une délicatesse et une justesse incroyable les rapports complexes entre la jeune femme, traversée par plusieurs cultures, et ses proches, mais aussi le lien presque magique qu'elle développe avec la petite Mieko. Mais au fond, si c'était elle-même qu'elle cherchait à comprendre et à libérer ?

Julie

ROMAN

La Papeterie Tsubaki

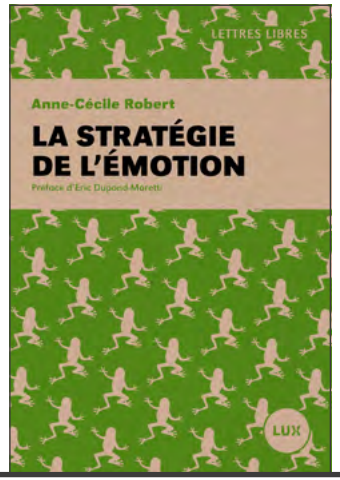
Ito Ogawa
éd. Picquier - 20 €

Au décès de sa grand-mère, Hatoko hérite de la papeterie familiale. Plus que la papeterie, c'est le métier d'écrivain public qui lui est légué. Une activité à laquelle elle a été durement préparée durant sa jeunesse, sans en saisir alors ni le sens ni la profondeur.

Le retour dans ces lieux n'est pas aisé mais elle pourra compter sur une brochette de personnages attachants pour avancer dans sa nouvelle vie.

Cependant, le véritable personnage de ce récit est sans doute le message et ses codes très complexes au japon. Être écrivain public est bien plus que transcrire des mots, il s'agit de matérialiser un propos, une intention. Au-delà de l'histoire d'Hatoko, c'est tout un univers sensible qui est à découvrir !

Julie



ESSAI

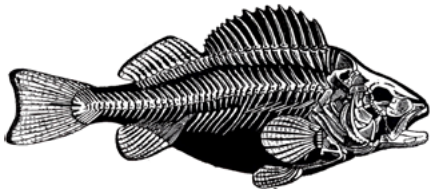
La Stratégie de l'émotion

Anne-Cécile Robert
éd. Lux - 12 €

Marches blanches, politiciens en larmes, interviews des parents éplorés, journalistes scandalisés…l'émotion, généralement lacrymale, a pris le monde en otage. Elle dicte la rédaction urgente de lois branlantes et sécuritaires, l'ordre et le traitement des informations. Anne-Cécile Robert soutient, à juste titre que, derrière les larmes grasses et les nez morveux, le recours permanent aux affects permet un admirable contrôle social.

Ce livre pointe la nécessité pour la démocratie de réemprunter la voie de la raison, celle qui analyse les causes des inégalités et des déséquilibres, et précède l'action efficace. Il le fait avec aplomb et fluidité. Lorsque le prochain train déraillera, fermez *Facebook*. Et sortez ce livre.

Emmanuel



Le Pavé dans la Mare est une publication de *Barricade*.
éd. responsable & composition | Jérôme Becuwe
Rue Pierreuse 21, 4000 Liège.
00 32 (0)4 222 06 22

Barricade & la librairie Entre-Temps

Lieu d'émancipation collective et de création d'alternatives, l'asbl *Barricade* s'est développée depuis 1996 dans le quartier de Pierreuse à Liège via diverses expérimentations culturelles, sociales et économiques.

Sa librairie *Entre-Temps*, à la fois militante et généraliste, est emblématique du projet. À l'intersection du secteur de l'économie sociale et de l'éducation permanente, elle revendique un fonctionnement autogestionnaire ainsi qu'une finalité culturelle et sociale plutôt que de profit.

Éducation permanente

L'éducation permanente a pour objectif de favoriser une prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société, de développer des capacités d'analyse, de choix, d'action et d'évaluation, ainsi que de faire acquérir des attitudes de responsabilité et de participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique. En résumé, *Barricade* travaille à développer les capacités de citoyenneté active et la pratique de la vie associative.

Économie sociale

L'économie sociale adhère à plusieurs principes fondateurs, dont les trois principaux sont : la recherche d'une utilité collective, la non-lucrativité ou lucrativité limitée (les bénéfices engrangés de l'association sont réinvestis au service du projet collectif) et la gouvernance démocratique (les personnes sont prioritaires par rapport au capital).

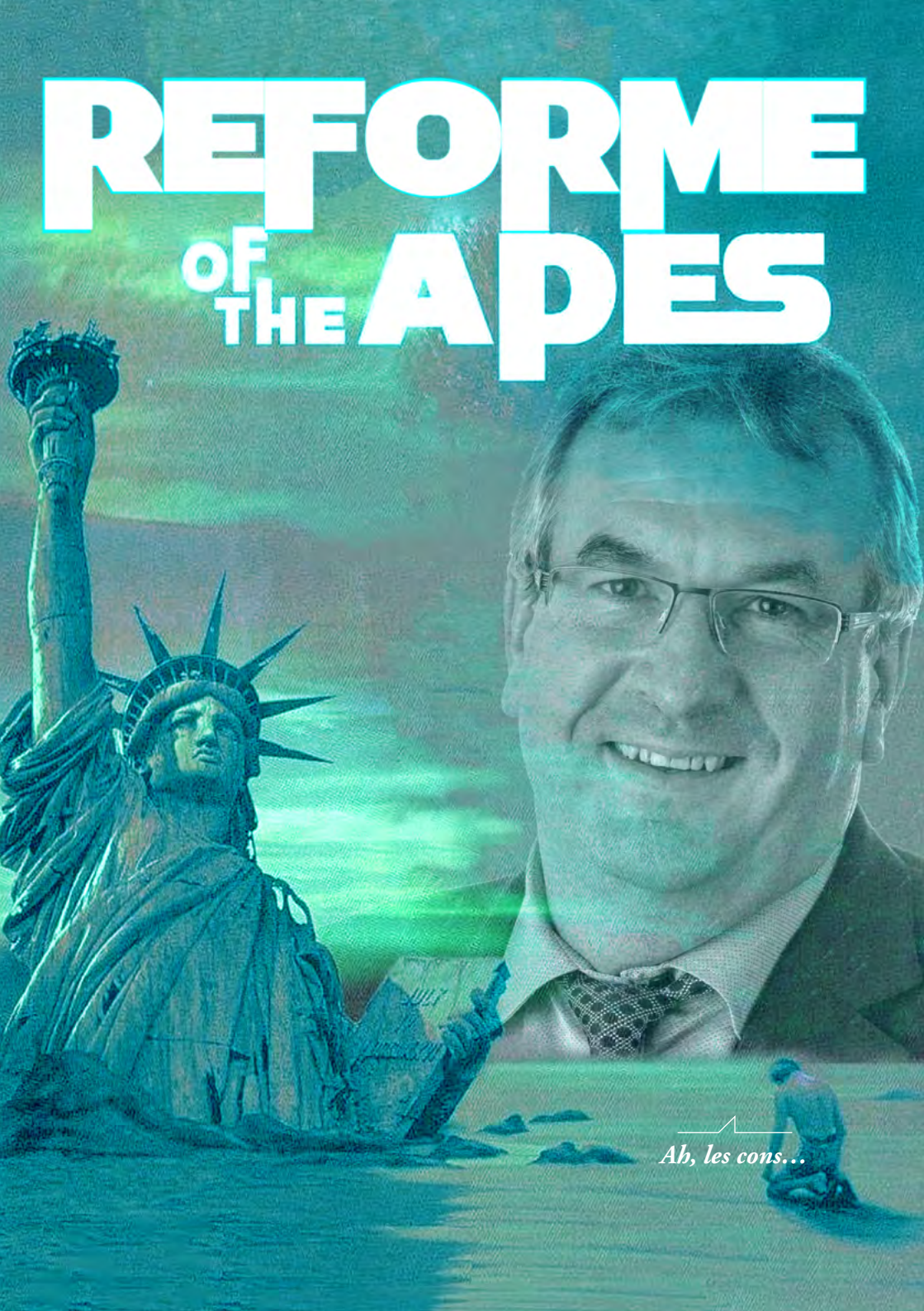
Autogestion

Malgré qu'il n'y ait pas de définition consensuelle de l'autogestion, on peut la définir comme étant le fait que les décisions au sein d'une association, d'une structure ou d'un groupe soient prises par l'ensemble des membres qui composent cette assosiation, structure ou groupe. Cela permet aux membres d'être tous et toutes sur le même pied, sans qu'il n'y ait une personne qui siège au sommet d'une hiérarchie. L'autogestion est ainsi basée sur de nouveaux principes qui favorisent la collaboration et la réflexion collective.

Égalité homme femme

Le mythe-de-l'égalité-déjà-là nous donne à croire que l'égalité entre les femmes et les hommes est acquise. Pourtant, la vigilance s'impose alors que dans de nombreux domaines, les droits des femmes sont bafoués ou remis en question.
L'Assemblée générale de l'asbl a inscrit depuis une dizaine d'années dans ses objectifs la thématique égalité femmes-hommes. *Barricade* reste donc attentive à rendre la lutte féministe transversale à toutes ses actions.

Fédération Wallonie-Bruxelles
Avec le soutien de la Wallonie
Barricade
Culture d'alternatives


REFORME
OF THE APES
Ah, les cons…